

SERVICE PUBLIC DE WALLONIE

[2018/205201]

24 JUILLET 2018. — Arrêté du Gouvernement wallon relatif à l'agrément des parcs zoologiques et fixant la composition et le fonctionnement de la Commission wallonne des parcs zoologiques

Le Gouvernement wallon,

Vu la loi spéciale du 8 août 1980 de réformes institutionnelles, l'article 20, modifié par la loi spéciale du 16 juillet 1993;

Vu la loi du 14 août 1986 relative à la protection et au bien-être des animaux, l'article 3, 9., remplacé par la loi du 9 juillet 2004, l'article 5, modifié par la loi du 4 mai 1995, par l'arrêté royal du 22 février 2001, par les lois des 22 décembre 2003, 23 juin 2004, 27 décembre 2012 et par le décret du 16 octobre 2015, et l'article 44, modifié par la loi du 22 décembre 2003;

Vu l'arrêté royal du 10 août 1998 relatif à l'agrément des parcs zoologiques;

Vu l'avis de l'Inspecteur des Finances, donné le 18 décembre 2017;

Vu l'accord du Ministre du Budget, donné le 1^{er} mars 2018;

Vu le rapport du 18 décembre 2017 établi conformément à l'article 3, 2^o, du décret du 11 avril 2014 visant à la mise en œuvre des résolutions de la Conférence des Nations unies sur les femmes à Pékin de septembre 1995 et intégrant la dimension du genre dans l'ensemble des politiques régionales;

Vu l'avis 63.072/4 du Conseil d'Etat, donné le 28 mars 2018, en application de l'article 84, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 2^o, des lois sur le Conseil d'Etat, coordonnées le 12 janvier 1973;

Considérant l'arrêté ministériel du 25 janvier 2012 portant nomination des membres de la Commission des parcs zoologiques;

Considérant l'arrêté ministériel du 3 septembre 2007 désignant un compte bancaire sur lequel sont versés les droits relatifs aux frais d'agrément exigés par la loi relative au bien-être et à la protection des animaux;

Considérant l'arrêté ministériel du 23 juin 2004 fixant des normes minimales pour la détention des reptiles dans les parcs zoologiques;

Considérant l'arrêté ministériel du 7 juin 2000 fixant des normes minimales pour la détention des oiseaux dans les parcs zoologiques;

Considérant l'arrêté ministériel du 3 mai 1999 fixant des normes minimales pour la détention de mammifères dans les parcs zoologiques;

Considérant l'avis de la Commission des parcs zoologiques, donné le 16 juin 2017;

Sur la proposition du Ministre du Bien-être animal;

Après délibération,

Arrête :

CHAPITRE 1^{er}. — *Objet, définitions et champ d'application*

Article 1^{er}. Le présent arrêté transpose partiellement la directive 1999/22/CE du Conseil du 29 mars 1999 relative à la détention d'animaux sauvages dans un environnement zoologique.

Art. 2. Pour l'application du présent arrêté, l'on entend par :

- 1^o la Commission wallonne des parcs zoologiques : la Commission instituée par l'article 42 du présent arrêté;
- 2^o une espèce domestique : une espèce listée à l'annexe 1;
- 3^o une espèce couramment détenue : une espèce listée à l'annexe 2;
- 4^o un enclos pour animaux : un espace intérieur ou extérieur délimité où est placé un animal;
- 5^o l'exploitant : toute personne physique ou morale qui exploite un parc zoologique ou pour le compte de laquelle est exploité un parc zoologique;
- 6^o la loi du 14 août 1986 : la loi du 14 août 1986 relative à la protection et au bien-être des animaux;
- 7^o le Ministre : le Ministre qui a le bien-être des animaux dans ses attributions;
- 8^o le plan de collection : l'inventaire de tous les animaux destinés à être hébergés dans le parc zoologique en fonction de la stratégie et de la thématique de ce dernier;
- 9^o un plan d'enrichissement : un document qui établit, selon l'espèce, les objectifs d'un enrichissement du comportement et les modalités y relatives;
- 10^o le responsable : la personne physique désignée par un exploitant pour répondre de l'exécution du présent arrêté;
- 11^o le Service : la Direction de la Qualité du Département du Développement de la Direction générale opérationnelle Agriculture, Ressources naturelles et Environnement du Service public de Wallonie;
- 12^o le vétérinaire de contrat : le médecin vétérinaire ou la personne morale vétérinaire visés à l'article 25, auquel ou à laquelle il est fait appel conformément à l'article 4, alinéa 4, de la loi du 28 août 1991 sur l'exercice de la médecine vétérinaire.

Concernant le 2^o et le 3^o, le Ministre peut modifier les annexes 1^{re} et 2 sur avis motivé de la Commission wallonne des parcs zoologiques.

Art. 3. Le présent arrêté s'applique aux parcs zoologiques au sens de la loi du 14 août 1986 s'ils sont permanents et accessibles au public pendant au moins sept jours par an.

Le présent arrêté ne s'applique pas aux :

- 1^o cirques et expositions itinérantes;
- 2^o établissements commerciaux pour animaux;
- 3^o établissements qui détiennent uniquement des espèces domestiques telles que fixées sur la liste de l'annexe 1;
- 4^o établissements qui détiennent uniquement des bovins, ovins, caprins, suidés, cervidés ou ratites à des fins principales de production;
- 5^o établissements qui ne détiennent pas plus de cinq espèces couramment détenues telles que fixées sur la liste de l'annexe 2 et qui ne détiennent aucun autre animal non domestique;
- 6^o établissements qui n'exposent pas plus de cinq aquariums avec un volume total d'eau inférieur à 5000 litres.

CHAPITRE II. — *Procédure d'agrément*

Art. 4. § 1^{er}. Préalablement à l'exploitation d'un parc zoologique, le responsable introduit auprès du Service une demande d'agrément dûment complétée et signée selon le formulaire repris en annexe 3.

Le demandeur joint à la demande d'agrément :

- 1° un plan d'ensemble du parc zoologique indiquant la fonction des locaux, ainsi que les dimensions et l'équipement de chaque enclos pour animaux;
- 2° le plan de collection prenant en compte le bien-être animal;
- 3° une copie du contrat visé à l'article 25;
- 4° la preuve de paiement des frais afférents à la demande d'agrément.

§ 2. Le montant des frais visés au paragraphe 1^{er} est de :

- 1° 500 euros s'il s'agit d'un parc zoologique comprenant des mammifères, des oiseaux ou des reptiles;
- 2° 250 euros s'il s'agit d'un parc zoologique comprenant uniquement des animaux autres que des mammifères, des oiseaux ou des reptiles.

Les frais visés à l'alinéa 1^{er} sont versés sur le compte du Fonds budgétaire de la protection et du bien-être des animaux.

Art. 5. § 1^{er}. Dans les quinze jours de la réception de la demande, le Service envoie un accusé de réception par lequel :

- 1° le demandeur est informé des dispositions de l'article 6;
- 2° si nécessaire, le demandeur est invité à compléter son dossier;
- 3° le demandeur est invité à faire les démarches nécessaires pour se procurer les permis nécessaires et qui ne concernent pas le bien-être animal.

§ 2. Lorsque le dossier administratif est complet, le Service :

- 1° informe le Ministre de l'existence d'un dossier complet;
- 2° effectue une visite de contrôle;
- 3° sur la base de la visite visée sous 2°, rend un avis au Ministre pour l'octroi ou non de l'agrément.

Aux fins du 3°, le Service peut requérir l'avis d'experts ou solliciter la Commission wallonne des parcs zoologiques.

Art. 6. § 1^{er}. Le Ministre statue sur la demande d'agrément dans les six mois de la réception du dossier complet.

Le Ministre refuse l'agrément si les conditions fixées au Chapitre 4 ne sont pas remplies. Il en informe le demandeur.

L'agrément peut faire l'objet de restrictions concernant les taxons et le nombre d'animaux.

Tout agrément mentionne les conditions d'agrément fixées au Chapitre 4.

§ 2. Le parc zoologique est ouvert au public uniquement lorsqu'il a obtenu un agrément.

§ 3. L'agrément est valable pour dix ans. Il est renouvelable moyennant l'introduction d'une nouvelle demande.

Art. 7. § 1^{er}. Si un parc zoologique ne dispose pas d'agrément ou s'il ne satisfait plus aux conditions fixées dans le Chapitre 4, l'accès du jardin zoologique ou d'une partie de celui-ci :

- 1° est interdit au public par le Service;
- 2° et/ou satisfait à des exigences appropriées imposées par le Service pour garantir que les conditions fixées dans le Chapitre 4 sont respectées.

Le parc zoologique ne peut pas acquérir de nouvelles espèces animales jusqu'à sa mise en conformité.

§ 2. S'il n'est pas satisfait aux exigences visées au paragraphe 1^{er} dans le délai fixé par le Service, mais n'excédant pas deux ans, le Ministre peut suspendre ou retirer l'agrément et fermer le jardin zoologique ou une partie de celui-ci.

Préalablement à toute prise de décision en vertu de l'alinéa 1^{er}, l'exploitant et le responsable du parc zoologique sont entendus par le Service. Ils peuvent, lors de cette audition, être assistés d'un conseil et consulter leur dossier. Ils disposent d'un délai de 15 jours pour communiquer leur défense écrite au Service. A l'issue de ce délai, le Service adresse un rapport au Ministre.

Art. 8. Le Service publie sur le portail wallon du bien-être animal :

- 1° une liste qui reprend le nom, l'adresse et le numéro d'agrément de chaque parc zoologique agréé;
- 2° les suspensions et retraits d'agrément.

CHAPITRE III. — *Modifications des données et cessation d'activité*

Art. 9. § 1^{er}. Les changements de responsable ou d'exploitant sont signalés endéans le mois au Service au moyen du formulaire repris en annexe 3, par envoi papier ou électronique. Dans ce cas, l'agrément reste valable.

Le parc zoologique garantit le bien-être animal au cours du changement visé à l'alinéa 1^{er}.

§ 2. Le changement de vétérinaire de contrat est signalé endéans le mois en renvoyant au Service une copie du nouveau contrat.

§ 3. Les modifications du plan d'ensemble et du plan de collection sont communiquées au Service au plus tard dans le mois qui suit l'installation d'animaux dans de nouveaux enclos.

§ 4. Toute cessation d'activité est signalée dans les dix jours au Service.

Lorsqu'une cessation d'activité n'est pas signalée dans le délai prévu, l'agrément est retiré par le Ministre.

Le Service peut constater une cessation d'activité lors d'une visite de contrôle.

En cas de cessation sans reprise de l'activité par un nouvel exploitant, le dernier exploitant et le responsable font en sorte que les animaux soient bien traités. Ils s'assurent, le cas échéant, que les animaux soient transférés vers un autre établissement ou une personne autorisée à les détenir. Le registre mentionné à l'article 41 indique la destination des animaux.

CHAPITRE IV. — Conditions d'agrément

Art. 10. L'agrément visé à l'article 6 est délivré et maintenu aux conditions fixées par le présent Chapitre.

Section 1. — Hébergement et équipement

Art. 11. § 1^{er}. Les logements pour animaux sont conçus et entretenus de telle sorte que, en toutes circonstances, les animaux ne puissent pas s'échapper et que la sécurité des animaux, du public et du personnel soit assurée.

En particulier :

- 1° les animaux dangereux qui grimpent ou sautent sont détenus dans une enceinte complètement fermée aussi vers le haut, sauf si les animaux sont dans l'impossibilité de franchir la clôture d'une autre manière ou si l'aire est entourée d'une voie d'eau suffisamment large et profonde;
- 2° les animaux fouisseurs ne peuvent pas s'échapper par le sol;
- 3° l'enceinte et les piliers sont solidement ancrés dans le sol de telle sorte que les animaux ne puissent pas les détruire par leurs poids ou leur force;
- 4° les fossés autour des logements pour animaux sont infranchissables;
- 5° les portes et portails sont solides et maintenus fermés;
- 6° les bâtiments, les locaux ou les parties du parc zoologique auxquels le public n'a pas accès sont fermés et équipés d'une signalisation d'avertissement ou d'interdiction;
- 7° un contact direct entre le public et les animaux dangereux est rendu impossible par des barrières maintenant une distance suffisante;
- 8° le public est informé de tout danger potentiel.

§ 2. Une clôture ou un mur d'enceinte entoure le parc zoologique.

Art. 12. Les logements pour animaux et les matériaux utilisés sont choisis et entretenus de telle sorte que les animaux ne puissent pas s'y blesser ou en subir d'autres inconvénients qui pourraient nuire à leur bien-être.

Les équipements électriques sont installés de façon à éviter le risque d'électrocution.

Art. 13. Les animaux hébergés à l'extérieur peuvent s'abriter lorsque les conditions atmosphériques sont défavorables.

Art. 14. Les logements pour animaux sont conçus et aménagés de façon à stimuler des comportements aussi variés et naturels que possible.

Art. 15. Sans préjudice de l'article 4 de la loi du 14 août 1986 :

- 1° les spécimens appartenant à des espèces sociales sont hébergés en groupe, sauf s'il existe des contre-indications d'ordre vétérinaire;
- 2° les spécimens appartenant à des espèces solitaires sont hébergés seuls sauf dérogations prise en vertu de l'article 18;
- 3° des interactions dommageables anormales ne peuvent se produire lors de la constitution d'un groupe d'animaux.

Art. 16. § 1^{er}. Sur avis de la Commission wallonne des parcs zoologiques, le Ministre peut imposer la préparation et la mise en œuvre d'un plan d'enrichissement pour certaines espèces.

Le plan d'enrichissement pour une espèce comporte au moins :

- 1° les objectifs;
- 2° les moyens d'y parvenir;
- 3° un planning;
- 4° la mise en œuvre;
- 5° la documentation;
- 6° l'évaluation.

§ 2. Le Ministre peut déterminer les cas où le plan d'enrichissement est soumis pour avis à la Commission wallonne des parcs zoologiques.

Art. 17. Le responsable met en place un comité d'éthique dans lequel sont membres au moins l'exploitant ou son représentant, le vétérinaire de contrat, un ou plusieurs représentants des soigneurs et, le cas échéant, d'autres experts en bien-être et en comportement animal.

Le comité d'éthique évalue les plans de collection et les plans d'enrichissement et traite au moins les problèmes éthiques suivants :

- 1° la gestion de la reproduction et des animaux surnuméraires;
- 2° la gestion des groupes et les nécessités d'isolement;
- 3° la mise à mort et l'euthanasie d'animaux;
- 4° la nourriture des animaux et notamment les proies vivantes;
- 5° le contact des animaux avec le public;
- 6° les représentations d'animaux;
- 7° la disponibilité en sérum anti-venin lorsque des espèces venimeuses sont hébergées;
- 8° l'évaluation des transferts d'animaux d'un enclos à un autre au sein même du parc zoologique;
- 9° l'évaluation de la compatibilité d'individus.

Art. 18. Le Ministre peut fixer des prescriptions supplémentaires relatives aux conditions d'hébergement d'espèces animales en ce qui concerne, notamment, les dimensions minimales des enclos pour animaux et leur aménagement.

Les prescriptions fixées par le Ministre pour les mammifères et les oiseaux s'appliquent à tous les enclos, visibles ou non du public, sauf pour :

- 1° les locaux d'élevage non visibles du public;
- 2° les enclos de quarantaine;
- 3° les enclos d'isolement;
- 4° les cas dérogatoires prévus dans les prescriptions visées à l'alinéa 1^{er}.

Art. 19. Les aliments sont conservés et préparés dans de bonnes conditions d'hygiène, dans des locaux à l'abri des animaux nuisibles et séparés des logements pour animaux.

Une installation de réfrigération est nécessaire pour la conservation de la viande ou du poisson ou d'autres denrées périssables. Les restes alimentaires avariés sont éliminés aussi rapidement que possible.

Art. 20. § 1^{er}. Pour les examens et les interventions sur animaux vertébrés, le parc zoologique dispose d'un local propre, bien ventilé et éclairé. Ce local est équipé :

- 1° d'un point d'eau courante;
- 2° de produits désinfectants;
- 3° d'un éclairage suffisant pour réaliser des interventions;
- 4° d'une table d'examen;
- 5° d'une prise de courant électrique;
- 6° de murs et sol lavables et pouvant être désinfectés.

L'alinéa 1^{er} ne s'applique aux parcs zoologiques qui détiennent uniquement des animaux non vertébrés.

§ 2. Le parc zoologique dispose également :

- 1° d'un espace permettant la quarantaine d'animaux pour des raisons vétérinaires;
- 2° pour toutes les espèces hébergées dans le parc, de possibilités d'isolement d'un animal.

Art. 21. § 1^{er}. Le parc zoologique dispose d'un poste de secours pour les personnes, muni des équipements de premiers soins et des notices explicatives adéquates.

Le poste de secours visé à l'alinéa 1^{er} est indiqué clairement.

§ 2. Si des animaux venimeux dangereux pour l'homme sont détenus, des sérums anti-venin sont présents sur place ou disponibles selon des modalités approuvées par le Service sur proposition du comité d'éthique visé à l'article 17.

Section 2. — Soins, hygiène et guidance vétérinaire

Art. 22. § 1^{er}. Le responsable affecte un personnel compétent et en nombre suffisant pour les soins des animaux et l'entretien des logements pour animaux.

Le personnel visé à l'alinéa 1^{er} dispose des connaissances nécessaires sur :

- 1° les besoins alimentaires des animaux qui lui sont confiés;
- 2° les symptômes et signes qui permettent de déceler des maladies et des risques de contagion;
- 3° les besoins en comportement de l'espèce, des facteurs potentiels de stress, de l'enrichissement et de l'évaluation du bien-être;
- 4° les mesures d'urgence à prendre en cas de fuite des animaux;
- 5° les mesures à prendre en cas d'accident.

§ 2. Le Ministre peut fixer des conditions en ce qui concerne le nombre et la formation du personnel des parcs zoologiques.

Art. 23. Les animaux sont contrôlés au moins deux fois par jour.

Si les animaux ne paraissent pas en bonne santé ou présentent des autres signes permettant de constater une diminution de leur bien-être, des mesures sont immédiatement mises en œuvre pour en découvrir la cause et y remédier.

Pour l'application du présent article, il est au besoin fait appel au vétérinaire de contrat.

Art. 24. Il est interdit de fumer dans tout espace clos où sont hébergés des animaux.

Art. 25. § 1^{er}. Le responsable signe un contrat avec un vétérinaire selon le modèle repris à l'annexe 4, en vue du contrôle régulier de la santé, du bien-être et du comportement des animaux vertébrés.

Le vétérinaire de contrat est choisi par le responsable sur la base du critère de l'expertise nécessaire à l'exercice de ses missions.

§ 2. Le vétérinaire de contrat intervient notamment pour les examens médicaux préventifs, les vaccinations, les contrôles parasitaires et les euthanasies.

Il examine, si nécessaire, les nouveaux animaux introduits et détermine la durée de quarantaine éventuelle. Il surveille l'état de santé des animaux en quarantaine.

Le responsable avertit le vétérinaire de contrat des cas de mortalité. Le vétérinaire en établit les causes et prend les mesures nécessaires pour sauvegarder la santé des autres animaux. Il peut décider de l'isolement de certains animaux.

Le vétérinaire de contrat remet un rapport écrit de ses visites au responsable dans lequel il l'informe de ses constatations sur la santé, le bien-être et le comportement des animaux et lui propose le cas échéant des mesures à prendre.

Si ses avis et recommandations ne sont pas suivis, le vétérinaire de contrat en informe le Service.

§ 3. Toute partie qui prend l'initiative de rompre le contrat visé au paragraphe 1^{er} en avertit l'autre partie par envoi recommandé avec accusé de réception ou tout autre moyen faisant preuve de réception, dont une copie est adressée au Service.

Lors de l'application de l'alinéa 1^{er}, le contrat en cours reste en vigueur jusqu'à la signature d'un nouveau contrat et au maximum trente jours après la réception de l'envoi visé à l'alinéa 1^{er}.

Art. 26. Lorsque de nouveaux animaux sont intégrés dans un groupe, la nécessité de les placer en quarantaine au préalable est étudiée et toutes les précautions nécessaires sont prises avant de les intégrer dans le groupe.

Art. 27. L'alimentation des animaux est adaptée qualitativement et quantitativement aux besoins tant de l'espèce que de l'individu. Pour ce faire, le responsable recueille et suit l'avis d'experts.

Lors de la distribution des aliments et de l'eau de boisson, il est tenu compte du comportement social des animaux pour que tous les animaux présents dans le même enclos puissent, si nécessaire, s'alimenter simultanément.

L'alimentation des animaux par le public est interdite, sauf dans le cas où une autorisation a été donnée conformément à l'article 31, § 2.

Pour l'élevage et la fourniture des proies, les mesures appropriées sont prises afin d'éviter toute souffrance inutile à ces animaux.

A l'exception d'invertébrés, aucune proie vivante ne peut être fournie aux animaux comme nourriture sauf justification écrite du comité d'éthique visé à l'article 17.

Art. 28. Pour les mammifères et les oiseaux, la séparation précoce des jeunes de leurs parents est permise uniquement sur justification du vétérinaire de contrat.

Art. 29. Les logements pour animaux et les équipements qui s'y trouvent sont régulièrement nettoyés et, si nécessaire, désinfectés.

Les mesures nécessaires sont prises pour limiter au maximum l'introduction d'animaux nuisibles et de vecteurs de maladies et pour en prévenir la prolifération.

Art. 30. Les animaux décédés sont évacués le plus rapidement possible des enclos pour animaux.

Art. 31. § 1^{er}. Le contact physique direct entre les animaux et le public est interdit.

§ 2. Par dérogation au paragraphe 1^{er}, le contact avec le public peut être autorisé par le Service après un avis de la Commission wallonne des parcs zoologiques sur la base d'un dossier élaboré par le comité d'éthique visé à l'article 17, décrivant les circonstances de l'interaction des animaux avec le public.

Les critères pour autoriser le contact sont :

- 1° le but pédagogique;
- 2° la limitation des séances dans le temps;
- 3° le respect du bien-être animal tant dans l'organisation de la séance que dans le message qui est donné;
- 4° les précautions d'hygiène prises notamment contre les zoonoses;
- 5° la gestion par un personnel qualifié.

Art. 32. § 1^{er}. Le responsable attire l'attention du public sur l'agressivité et le danger de certains animaux au moyen de panneaux explicatifs placés aux endroits nécessaires.

§ 2. Dans les parcs zoologiques où le public peut approcher des animaux dangereux au moyen de véhicules sans qu'aucun obstacle ne les sépare, des mesures de sécurité strictes sont prises.

Dans les parcs zoologiques visés à l'alinéa 1^{er} :

- 1° le public est clairement informé des prescriptions auxquelles il doit se conformer strictement;
- 2° le membre du personnel chargé de la surveillance peut disposer immédiatement d'une arme à feu afin de mettre à mort, en cas d'urgence, un animal dangereux.

Art. 33. En cas de fuite d'un animal dangereux, le responsable prévient les autorités civiles et les services d'ordre et collabore aux recherches, à la capture et à la réintégration de l'animal. Il informe la population des dangers éventuels.

L'exploitant supporte intégralement les frais des opérations visées à l'alinéa 1^{er} et les rembourse aux autorités respectives.

Art. 34. Sauf dans un cas d'urgence prévu à l'article 32, paragraphe 2, ou en cas de danger pour le public, le personnel ou un autre animal, toute mise à mort d'un vertébré est effectuée par une personne compétente et sous la responsabilité du vétérinaire de contrat.

Section 3. — Information au visiteur et programme éducatif

Art. 35. § 1^{er}. Sur ou à proximité de chaque enclos pour animaux, figure une information scientifique de base ayant un rapport direct avec les espèces animales y hébergées. Cette information est clairement lisible, ainsi que scientifiquement et linguistiquement correcte.

L'information visée à l'alinéa 1^{er} comprend au moins :

- 1° le nom scientifique de l'espèce;
- 2° le ou les nom(s) commun(s) de l'espèce au moins dans la langue de la région où se trouve le parc zoologique;
- 3° une description de l'aire de répartition naturelle de l'espèce à l'état sauvage et le cas échéant une explication sur la modification de la répartition géographique au cours du temps;
- 4° les caractéristiques biologiques de l'espèce et le contexte écologique dans lequel elle évolue;
- 5° le cas échéant, le statut attribué par The International Union for Conservation of Nature;
- 6° toute indication complémentaire demandée par le Service, en rapport avec l'état de bien-être des animaux.

§ 2. Lorsque des espèces animales différentes mais difficiles à distinguer l'une de l'autre sont hébergées dans un même enclos, l'information de base visée au paragraphe 1^{er} est complétée par une illustration et une indication permettant de les distinguer.

§ 3. Dans les informations fournies au public, le parc zoologique place le plus possible les animaux dans leur contexte biologique et écologique.

Art. 36. Le parc zoologique consulte le public au moyen d'une boîte à suggestion ou d'enquêtes par lesquelles le public du parc zoologique est invité à faire part de son avis au responsable.

Art. 37. § 1^{er}. Le parc zoologique conçoit un programme éducatif et informatif notamment à l'attention d'élèves, basé sur une introduction à la biologie, à l'écologie et à la conservation de la nature.

Aux fins de l'alinéa 1^{er}, l'avis d'une personne ayant des connaissances biologiques, éthologiques et pédagogiques est recueilli.

Une version écrite du programme visé à l'alinéa 1^{er} est disponible.

§ 2. Si des représentations d'animaux sont organisées, leur comportement naturel est mis en évidence, y compris dans les commentaires fournis. Les animaux présentent des tours essentiellement composés de comportements naturels propres à l'espèce.

Pour certaines espèces, le Ministre peut imposer que le programme de représentation proposé par le comité d'éthique visé à l'article 17 soit validé par le Service sur avis de la Commission wallonne des parcs zoologiques.

Section 4. — Elevage des animaux et programme de conservation des espèces

Art. 38. Le parc zoologique collabore aux programmes coordonnés d'échange et d'élevage internationaux s'il détient des animaux concernés par ceux-ci. Le fichier des animaux est transmis aux coordonnateurs ou détenteurs des registres concernés.

Art. 39. Tout élevage incontrôlé est évité. L'élevage d'hybride est interdit sauf dans le cadre d'un élevage justifié par un programme scientifique.

Sur avis de la Commission wallonne des parcs zoologiques, le Ministre peut fixer une liste d'espèces dont l'élevage dans des parcs zoologiques est interdit ou limité, et ce pour des raisons scientifiques liées au bien-être animal.

Art. 40. Le parc zoologique participe à la recherche et l'échange d'informations sur la conservation des espèces soit en participant activement à des projets de recherche, soit en facilitant l'accès de l'établissement aux chercheurs pour des projets de recherche par des établissements scientifiques reconnus.

Section 5. — Registres

Art. 41. § 1^{er}. Le responsable inscrit, pour chaque animal ou groupe d'animaux, dans un registre papier ou tenu sous format informatique :

- 1° la dénomination scientifique et vernaculaire;
- 2° le sexe;
- 3° l'origine et la date d'acquisition ou la date de naissance si l'animal est né dans le parc zoologique;
- 4° au départ d'un animal : le nom du destinataire et l'adresse de la destination;
- 5° l'identification du spécimen, avec selon le cas, le numéro de bague, de tatouage ou de transpondeur ou les caractéristiques extérieures particulières;
- 6° les cas d'isolement d'animaux pour raison non-vétérinaire en mentionnant la raison, la date de début et de fin prévue et l'enclos où l'animal est placé en isolement.

§ 2. Le vétérinaire de contrat complète le registre concernant l'animal ou le groupe d'animaux avec :

- 1° la date des visites de contrôle;
- 2° la situation sanitaire relative aux maladies, traitements et autres interventions;
- 3° en cas de mortalité, la date et la cause de la mort;
- 4° les cas de quarantaine et d'isolement d'animaux pour raison vétérinaire en mentionnant la raison, la date de début de quarantaine ou d'isolement pour raison vétérinaire, la date de fin prévue et l'enclos où l'animal se trouve.

§ 3. Les renseignements mentionnés aux paragraphes 1^{er} et 2 sont conservés au moins cinq ans après la mort de l'animal.

Le registre peut être tenu suivant le modèle repris à l'annexe 5.

§ 4. Le registre est fourni au Service à sa demande, sur place ou par envoi électronique.

CHAPITRE V. — Commission wallonne des parcs zoologiques

Art. 42. § 1^{er}. Il est institué une Commission wallonne des parcs zoologiques.

§ 2. La Commission wallonne des parcs zoologiques est composée de minimum neuf membres et de maximum douze membres, nommés par le Ministre sur la base d'une expertise reconnue par leurs travaux portant sur le comportement et le bien-être animal des animaux exotiques détenus en captivité.

Le mandat des membres est de cinq ans.

Un agent du Service assiste aux travaux de la Commission wallonne des parcs zoologiques avec voix consultative.

La Commission wallonne des parcs zoologiques désigne un président et un vice-président parmi ses membres.

Art. 43. La Commission wallonne des parcs zoologiques :

- 1° rend un avis sur les affaires dont l'examen lui est confié par le Ministre ou par le Service;
- 2° peut soumettre toute proposition d'initiative au Ministre et au Service.

Elle remet son avis dans un délai de trois mois qui peut être :

- 1° prolongé sur demande motivée de la Commission adressée au Ministre ou au Service;
- 2° réduit à la demande du Ministre ou du Service.

Art. 44. La Commission wallonne des parcs zoologiques délibère valablement si la majorité de ses membres est présente. A défaut de majorité, la Commission peut, après une nouvelle convocation, délibérer valablement sur la même matière quel que soit le nombre des membres présents.

Art. 45. La Commission wallonne des parcs zoologiques établit ses avis par consensus. A défaut, l'avis est pris à la majorité des membres présents et est complété par l'opinion divergente des membres s'opposant à l'avis émis par la majorité.

Art. 46. § 1^{er}. La Commission wallonne des parcs zoologiques peut rendre des avis par procédure électronique, à la demande de son président ou du Service.

§ 2. Pour chaque procédure électronique visée au paragraphe 1^{er}, un courriel est envoyé à tous les membres, reprenant les éléments du dossier ainsi que les points sur lesquels une décision est attendue.

Les membres envoient leurs réponses dans les quatorze jours à dater de la date d'envoi de la demande tout en communiquant une copie aux autres membres. Après ce délai, une proposition d'avis est soumise à l'approbation définitive des membres.

La procédure électronique est valable uniquement si au moins la moitié des membres répondent à la demande dans le délai fixé à l'alinéa 2.

§ 3. Les avis rendus par procédure électronique sont établis selon les règles fixées à l'article 45.

§ 4. Les avis rendus par procédure électronique sont rapportés dans le procès-verbal de la réunion suivante, sans nécessiter une nouvelle approbation.

Art. 47. La Commission wallonne des parcs zoologiques peut consulter des experts non-membres en vue d'étudier des problèmes particuliers, sur invitation de son président ou du Service.

Les experts non-membres prennent part aux discussions des points sur lesquels ils sont consultés mais ne participent pas au vote.

Art. 48. La Commission wallonne des parcs zoologiques évalue la pertinence de constituer un groupe de travail ayant pour mission d'étudier un problème particulier. Elle désigne un coordinateur pour ce groupe de travail ainsi que les experts membres ou non membres de la Commission invités à y participer.

Le président peut participer aux travaux de tous les groupes de travail.

Les conclusions du groupe de travail sont présentées à la Commission par le coordinateur.

Art. 49. Les délibérations de la Commission sont rapportées par le Service.

Art. 50. A l'ouverture de chaque réunion, la Commission wallonne des parcs zoologiques approuve l'ordre du jour et le procès-verbal de la réunion précédente.

L'approbation d'un procès-verbal de réunion peut être demandée par procédure électronique selon la procédure de l'article 46. Dans ce cas, le rapport suivant fait mention de cette approbation.

La Commission wallonne des parcs zoologiques peut délibérer uniquement sur des points qui sont mentionnés à l'ordre du jour approuvé.

Art. 51. § 1^{er}. La Commission wallonne des parcs zoologiques se réunit à huis clos. Les débats, les documents et les rapports sont confidentiels, sans préjudice des dispositions constitutionnelles et législatives relatives à l'accès aux documents administratifs.

Les membres et les experts non-membres s'abstiennent de rapporter à l'extérieur la teneur des débats et les différentes positions défendues dans la Commission.

§ 2. Lorsque des experts non-membres sont invités, ils sont avertis de la confidentialité des débats.

Art. 52. § 1^{er}. Les membres de la Commission wallonne des parcs zoologiques ou d'autres experts mandatés par le Service ont droit au remboursement de leurs frais de parcours et de séjour conformément aux règles applicables aux agents de la Région wallonne, pour la participation aux réunions de la Commission.

§ 2. A l'issue de la validation de l'avis, le Service invite chaque expert à lui remettre une déclaration de créance exposant les remboursements auxquels il a droit.

Art. 53. Lorsque la Commission wallonne des parcs zoologiques est sollicitée pour être représentée dans d'autres comités ou conseils, le président fait une proposition à ses membres qui la ratifient à la majorité. En cas de refus, le président soumet une nouvelle proposition.

Art. 54. Le Ministre peut révoquer un membre sur proposition de la Commission wallonne des parcs zoologiques si le membre enfreint le présent arrêté.

Préalablement à toute mesure prise en vertu de l'alinéa 1^{er}, le membre est entendu par le Service. Il peut, lors de cette audition, être assisté d'un conseil et consulter son dossier. Il dispose d'un délai de 15 jours pour communiquer leur défense écrite au Service. A l'issue de ce délai, le Service adresse son rapport au Ministre.

Art. 55. Le siège de la Commission wallonne des parcs zoologiques est établi auprès du Service. Celui-ci en conserve les archives.

CHAPITRE VI. — *Disposition abrogatoire*

Art. 56. L'arrêté royal du 10 août 1998 relatif à l'agrément des parcs zoologiques est abrogé.

CHAPITRE VII. — *Dispositions transitoires*

Art. 57. A titre transitoire, le Chapitre III de l'arrêté royal du 10 août 1998 relatif à l'agrément des parcs zoologiques, relatif aux conditions d'agrément, continue de s'appliquer jusqu'à l'entrée en vigueur du Chapitre 4 du présent arrêté, telle que visée à l'article 60, alinéa 2.

Art. 58. Les agréments octroyés conformément à l'arrêté royal du 10 août 1998 relatif à l'agrément des parcs zoologiques restent valables 10 ans à dater de la date de publication du présent arrêté pour autant que les dispositions du Chapitre 3 soient respectées, de même que les dispositions du Chapitre III de l'arrêté royal du 10 août 1998 aussi longtemps qu'elles s'appliquent et les dispositions du Chapitre 4 à partir de leur date d'entrée en vigueur.

Art. 59. Les parcs zoologiques agréés en activité qui, au moment de l'entrée en vigueur du présent arrêté, n'ont pas envoyé de plan de collection ou de plan d'ensemble du parc zoologique en précisant la fonction des différents locaux et les dimensions de chaque logement pour animaux, communiquent le ou les documents manquants endéans le mois au Service.

CHAPITRE VIII. — *Entrée en vigueur*

Art. 60. Le présent arrêté entre en vigueur le premier jour du troisième mois qui suit celui de sa publication au *Moniteur belge*.

Par dérogation à l'alinéa 1^{er}, le Chapitre 4 entre en vigueur le premier jour du douzième mois qui suit celui de sa publication au *Moniteur belge*. Par dérogation à l'alinéa 1^{er}, le Chapitre 5 entre en vigueur le jour de sa publication au *Moniteur belge*.

Art. 61. Le Ministre du Bien-être animal est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Namur, le 24 juillet 2018.

Pour le Gouvernement :

Le Ministre-Président,
W. BORSUS

Le Ministre de l'Environnement, de la Transition écologique, de l'Aménagement du Territoire,
des Travaux publics, de la Mobilité, des Transports, du Bien-être animal et des Zonings,

C. DI ANTONIO

Annexe 1 Liste des espèces domestiques

Nom scientifique	Nom commun
LISTE DE MAMMIFERES DOMESTIQUES	
<i>Canis familiaris</i>	chien
<i>Felis catus</i>	chat
<i>Mustela furo</i>	furet
<i>Equus caballus</i>	cheval
<i>Equus asinus</i>	âne
<i>Equus asinus x E. caballus</i>	mulet
<i>E. caballus x Equus asinus</i>	bardot
<i>Sus domesticus</i>	cochon
<i>Bos taurus</i>	vache
<i>Ovis aries</i>	mouton
<i>Capra hircus</i>	chèvre
<i>Cavia porcellus</i>	cobaye
<i>Mus musculus</i> ¹	souris
<i>Rattus norvegicus</i> ¹	rat
<i>Mesocricetus auratus</i> ¹	hamster doré
<i>Oryctolagus cuniculus</i> ¹	lapin
LISTE D'OISEAUX DOMESTIQUES	
<i>Anser anser</i> [1]	oie cendrée
<i>Anser cygnoides</i> ¹	oie cygnoïde
<i>Cairina moschata</i> ¹	canard musqué
<i>Anas platyrhynchos</i> ¹	canard colvert
<i>Columba livia</i> ¹	pigeon biset
<i>Gallus gallus domesticus</i>	poule de basse-cour
<i>Meleagris gallopavo</i> ¹	dindon
<i>Pavo cristatus</i> ¹	paon bleu
<i>Numida meleagris</i> ¹	pintade domestique
<i>Coturnix coturnix</i>	caille des blés
LISTE DE POISSONS DOMESTIQUES	
<i>Carassius auratus auratus</i>	poisson rouge
<i>Cyprinus carpio carpio</i>	carpe koi

Vu pour être annexé à l'arrêté du Gouvernement wallon du 24 juillet 2018 relatif à l'agrément des parcs zoologiques et fixant la composition et le fonctionnement de la Commission wallonne des parcs zoologiques.

Namur, le 24 juillet 2018.

Pour le Gouvernement :

Le Ministre-Président,

W. BORSUS

Le Ministre de l'Environnement, de la Transition écologique, de l'Aménagement du Territoire,
des Travaux publics, de la Mobilité, des Transports, du Bien-être animal et des Zonings,

C. DI ANTONIO

Annexe 2 Liste des espèces couramment détenues

LISTE DE MAMMIFERES

Nom scientifique	Nom commun
<i>Lama glama</i>	lama
<i>Lama pacos</i>	alpaga
<i>Dama dama</i>	daim
<i>Meriones unguiculatus</i>	mérione de Mongolie
<i>Chinchilla laniger</i>	chinchilla : forme d'élevage
<i>Phodopus spec.</i>	hamster nain

LISTE D'OISEAUX

Nom scientifique [2]	Nom commun
<i>Cygnus olor</i>	cygne tuberculé, cygne muet
<i>Phasianus colchicus</i>	faisan commun
<i>Streptopelia risoria</i>	tourterelle rieuse
<i>Excalfactoria chinensis</i>	caille de Chine
<i>Nymphicus hollandicus</i>	calopsitte élégante
<i>Melopsittacus undulatus</i>	perruche ondulée
<i>Psittacula krameri</i>	perruche à collier
<i>Psittacula cyanocephala</i>	perruche à tête bleue
<i>Lonchura domestica</i>	capucin domino
<i>Padda oryzivora</i>	padda de Java
<i>Agapornis sp</i> Excl. - <i>A. nigrigenis</i> - <i>A. fischeri</i> - <i>A. lilianae</i>	Inséparable sauf les espèces suivantes: - <i>A. nigrigenis</i> - <i>A. fischeri</i> - <i>A. lilianae</i>
<i>Taeniopygia guttata</i>	diamant mandarin
<i>Serinus canaria</i>	canari

Vu pour être annexé à l'arrêté du Gouvernement wallon du 24 juillet 2018 relatif à l'agrément des parcs zoologiques et fixant la composition et le fonctionnement de la Commission wallonne des parcs zoologiques.

Namur, le 24 juillet 2018.

Pour le Gouvernement,

Le Ministre-Président,

W. BORSUS

Le Ministre de l'Environnement, de la Transition écologique, de l'Aménagement du Territoire, des Travaux publics, de la Mobilité, des Transports, du Bien-être animal et des Zonings,

C. DI ANTONIO

Annexe 3 : Formulaire de demande d'agrément ou de transmission de modifications des données

**DEMANDE D'AGREMENT POUR UN PARC ZOOLOGIQUE
MODIFICATIONS DES DONNEES D'UN PARC ZOOLOGIQUE AGREE [3]**

Cadre réservé à l'Administration

Dossier complet reçu le :	
Agrément provisoire donné le :	
Agrément définitif donné le :	

Nom, adresse et numéro de téléphone du parc zoologique

Nom, adresse et numéro de téléphone de l'exploitant

Personne physique ou morale exploitant ou pour le compte de laquelle est exploité le parc zoologique

Numéro d'entreprise à la Banque Carrefour des Entreprises :

Nom, adresse et numéro de téléphone du responsable du parc zoologique

Personne physique désignée par l'exploitant pour répondre de l'exécution de l'arrêté

Pièces à joindre au présent formulaire :

- Plan d'ensemble du parc zoologique avec les dimensions de chaque logement pour animaux et précision de la fonction des différents locaux;
- Plan de collection
- Copie du contrat avec le vétérinaire de contrat (art. 25)
- Preuve du paiement des frais définis à l'article 4 § 2

Je soussigné, responsable de l'établissement, déclare que les données mentionnées ci-dessus sont exactes.

Le/...../..... A

Signature du responsable

Vu pour être annexé à l'arrêté du Gouvernement wallon du 24 juillet 2018 relatif à l'agrément des parcs zoologiques et fixant la composition et le fonctionnement de la Commission wallonne des parcs zoologiques.

Namur, le 24 juillet 2018.

Pour le Gouvernement,

Le Ministre-Président,
W. BORSUS

Le Ministre de l'Environnement, de la Transition écologique, de l'Aménagement du Territoire,
des Travaux publics, de la Mobilité, des Transports, du Bien-être animal et des Zonings,
C. DI ANTONIO

Annexe 4 : Contrat entre le responsable du parc zoologique et le vétérinaire agréé

Je soussigné (nom et prénom)
 Responsable du parc zoologique
 situé à (adresse)

désigne, en application de l'article 25 de l'arrêté du Gouvernement wallon du relatif à l'agrément des parcs zoologiques et fixant la composition et le fonctionnement de la Commission wallonne des parcs zoologiques

Dr. (nom et prénom)
 vétérinaire à (adresse)
 numéro d'inscription à l'Ordre
 pour la surveillance régulière du bien-être, de la santé, des soins et conditions d'hébergement des animaux.

Le vétérinaire intervient essentiellement pour :

- Effectuer des visites de contrôle du bien-être des animaux de l'ensemble du parc au moins une fois par semestre et établir un rapport écrit de ces visites.
- Réaliser les examens préventifs, les vaccinations et les contrôles parasitaires nécessaires;
- Pratiquer les euthanasies;
- Procéder à l'examen des nouveaux animaux introduits, à la détermination et au contrôle de la quarantaine éventuelle et assurer le suivi de la santé de ces animaux;
- Déterminer les causes de mortalité et prendre les mesures nécessaires pour sauvegarder la santé des autres animaux;
- Mettre en garde le responsable de toute menace qui pèse sur la santé ou le bien-être des animaux et lui proposer des mesures correctrices.

Le vétérinaire de contrat doit compléter le registre de l'établissement en y indiquant

- la date de ses visites;
- la situation sanitaire des animaux (maladies, traitements et autres interventions),
- en cas de mortalité, la cause et la date de la mort;
- en cas de quarantaine ou d'isolement d'animaux pour raison vétérinaire, la raison, la date de début, la date de fin prévue et l'enclos où l'animal se trouve.

En cas d'indisponibilité du vétérinaire désigné ci-dessus, il peut être fait appel (cocher la case et compléter le cas échéant) :

- Au vétérinaire de remplacement qu'il désigne pour sa clientèle
- Au vétérinaire dont les coordonnées figurent ci-après et qui soussigne en tant que vétérinaire remplaçant¹

Fait à , le

En au moins trois exemplaires dont un est envoyé avec le dossier de demande d'agrément et un est conservé par chaque partie.

Signature du responsable

Signature du vétérinaire

1 : Vétérinaire remplaçant

Dr. (nom et prénom)
 vétérinaire agréé à (adresse)
 numéro d'inscription à l'Ordre

Signature du vétérinaire remplaçant

Vu pour être annexé à l'arrêté du Gouvernement wallon du 24 juillet 2018 relatif à l'agrément des parcs zoologiques et fixant la composition et le fonctionnement de la Commission wallonne des parcs zoologiques.

Namur, le 24 juillet 2018.

Pour le Gouvernement :

Le Ministre-Président,
 W. BORSUS

Le Ministre de l'Environnement, de la Transition écologique, de l'Aménagement du Territoire,
 des Travaux publics, de la Mobilité, des Transports, du Bien-être animal et des Zonings,

C. DI ANTONIO

Registre vétérinaire

1. Visites de contrôle

Date	Situation sanitaire	Signature du vétérinaire de contrat

2. Quarantaine ou isolement pour raison vétérinaire

Animal	Date de début	Date de fin prévue	Lieu d'isolement	Raison	Signature du vétérinaire de contrat

3. Visites spécifiques

Date :	Animal	Raison de la visite	Traitement	Signature du vétérinaire de contrat

Vu pour être annexé à l'arrêté du Gouvernement wallon du 24 juillet 2018 relatif à l'agrément des parcs zoologiques et fixant la composition et le fonctionnement de la Commission wallonne des parcs zoologiques.

Namur, le 24 juillet 2018.

Pour le Gouvernement :

Le Ministre-Président,

W. BORSUS

Le Ministre de l'Environnement, de la Transition écologique, de l'Aménagement du Territoire, des Travaux publics, de la Mobilité, des Transports, du Bien-être animal et des Zonings,

C. DI ANTONIO

—
Note

[1] Formes domestiques uniquement.

[2] Nom de l'espèce d'origine dans la nature dont la forme domestique est issue.

[3] Biffer la mention inutile

ÜBERSETZUNG

ÖFFENTLICHER DIENST DER WALLONIE

[2018/205201]

24. JULI 2018. — Erlass der Wallonischen Regierung über die Zulassung von zoologischen Gärten und zur Festlegung der Zusammensetzung und Arbeitsweise des Wallonischen Ausschusses für zoologische Gärten

Die Wallonische Regierung,

Aufgrund des Sondergesetzes vom 8. August 1980 zur Reform der Institutionen, Artikel 20, abgeändert durch das Sondergesetz vom 16. Juli 1993;

Aufgrund des Gesetzes vom 14. August 1986 über den Schutz und das Wohlbefinden der Tiere, Artikel 3 Ziffer 9, ersetzt durch das Gesetz vom 9. Juli 2004, Artikel 5, abgeändert durch das Gesetz vom 4. Mai 1995, durch den Königlichen Erlass vom 22. Februar 2001, durch die Gesetze vom 22. Dezember 2003, vom 23. Juni 2004, vom 27. Dezember 2012 und durch das Dekret vom 16. Oktober 2015, und Artikel 44, abgeändert durch das Gesetz vom 22. Dezember 2003;

Aufgrund des Königlichen Erlasses vom 10. August 1998 über die Zulassung von zoologischen Gärten;

Aufgrund der am 18. Dezember 2017 abgegebenen Stellungnahme des Finanzinspektors;

Aufgrund des am 1. März 2018 gegebenen Einverständnisses des Ministers für Haushalt;

Aufgrund des Berichts vom 18. Dezember 2017, aufgestellt in Übereinstimmung mit Artikel 3 Ziffer 2 des Dekrets vom 11. April 2014 zur Umsetzung der Resolutionen der im September 1995 in Peking organisierten Weltfrauenkonferenz der Vereinten Nationen und zur Integration des Gender Mainstreaming in allen regionalen politischen Vorhaben;

Aufgrund des am 28. März 2018 in Anwendung des Artikels 84 § 1 Absatz 1 Ziffer 2 der am 12. Januar 1973 koordinierten Gesetze über den Staatsrat abgegebenen Gutachtens des Staatsrats Nr. 63.072/4;

In Erwägung des Ministeriellen Erlasses vom 25. Januar 2012 zur Ernennung der Mitglieder des Ausschusses für zoologische Gärten;

In Erwägung des Ministeriellen Erlasses vom 3. September 2007 zur Bezeichnung eines Bankkontos, auf das die durch das Gesetz über das Wohlbefinden und den Schutz der Tiere geforderten Gebühren für die Zulassungskosten überwiesen werden;

In Erwägung des Ministeriellen Erlasses vom 23. Juni 2004 zur Festlegung der Mindestanforderungen für die Haltung von Reptilien in zoologischen Gärten;

In Erwägung des Ministeriellen Erlasses vom 7. Juni 2000 zur Festlegung der Mindestanforderungen für die Haltung von Vögeln in zoologischen Gärten;

In Erwägung des Ministeriellen Erlasses vom 3. Juni 1999 zur Festlegung der Mindestanforderungen für die Haltung von Säugetieren in zoologischen Gärten;

In Erwägung der am 16. Juni 2017 abgegebenen Stellungnahme des Ausschusses für zoologische Gärten;

Auf Vorschlag des Ministers für Tierschutz;

Nach Beratung,

Beschließt:

KAPITEL I — *Gegenstand, Begriffsbestimmungen und Anwendungsbereich*

Artikel 1 - Durch den vorliegenden Erlass wird die Richtlinie 1999/22/EG des Rates vom 29. März 1999 über die Haltung von Wildtieren in Zoos teilweise umgesetzt.

Art. 2 - Für die Anwendung des vorliegenden Erlasses gelten folgende Definitionen:

- 1° der Wallonische Ausschuss für zoologische Gärten: der durch Artikel 42 des vorliegenden Erlasses errichtete Ausschuss;
- 2° eine Haustierart: eine in Anhang 1 aufgelistete Tierart;
- 3° eine häufig gehaltene Tierart: eine in Anhang 2 aufgelistete Tierart;
- 4° ein Tiergehege: ein abgegrenzter Innenraum oder ein abgegrenztes Freigelände, in den bzw. das ein Tier gesetzt wird;
- 5° der Betreiber: jede natürliche oder juristische Person, die einen zoologischen Garten betreibt oder für deren Rechnung ein zoologischer Garten betrieben wird;
- 6° das Gesetz vom 14. August 1986: das Gesetz vom 14. August 1986 über den Schutz und das Wohlbefinden der Tiere;
- 7° der Minister: der Minister, zu dessen Zuständigkeitsbereich der Tierschutz gehört;
- 8° der Sammlungsplan: die Bestandsaufnahme aller Tiere, die im zoologischen Garten je nach seiner Strategie und Thematik untergebracht werden sollen;
- 9° ein Anreicherungsplan: ein Dokument, in dem je nach Tierart die Zielsetzungen einer Verhaltensanreicherung und die damit verbundenen Modalitäten festlegt werden;
- 10° der Verantwortliche: die natürliche Person, die von einem Betreiber bezeichnet wird, um für die Durchführung des vorliegenden Erlasses einzustehen;
- 11° die Dienststelle: die Direktion der Qualität der Abteilung Entwicklung der operativen Generaldirektion der Landwirtschaft, der Naturschätze und der Umwelt des Öffentlichen Dienstes der Wallonie;
- 12° der Vertragstierarzt: der Tierarzt oder die juristische Person, die Tierarzt ist, gemäß Artikel 25, der bzw. die gemäß Artikel 4 Absatz 4 des Gesetzes vom 28. August 1991 über die Ausübung der Veterinärmedizin herangezogen wird.

Betreffend die Ziffern 2 und 3 kann der Minister die Anhänge 1 und 2 aufgrund der begründeten Stellungnahme des Wallonischen Ausschusses für zoologische Gärten ändern.

Art. 3 - Der vorliegende Erlass findet auf die zoologischen Gärten im Sinne des Gesetzes vom 14. August 1986 Anwendung, wenn sie dauerhaft betrieben werden und mindestens sieben Tage im Jahr der Öffentlichkeit zugänglich sind.

Der vorliegende Erlass findet keine Anwendung auf:

- 1° Zirkusse und Wanderausstellungen;
- 2° Tierhandelsunternehmen;
- 3° Einrichtungen, die ausschließlich Haustierarten halten, wie sie in der Liste des Anhangs 1 festgelegt werden;
- 4° Einrichtungen, die ausschließlich Rinder, Schafe, Ziegen, schweinartige Tiere, Hirsche oder Laufvögel hauptsächlich zu Erzeugungszwecken halten;
- 5° Einrichtungen, die nicht mehr als fünf häufig gehaltene Arten halten, wie sie in der Liste des Anhangs 2 festgelegt werden, und die keine andere Tierart, die kein Haustier ist, halten;
- 6° Einrichtungen, die nicht mehr als fünf Aquarien mit einem Gesamtwasservolumen von weniger als 5000 Litern ausstellen.

KAPITEL II — Zulassungsverfahren

Art. 4 - § 1. Vor der Inbetriebnahme eines zoologischen Gartens reicht der Verantwortliche bei der Dienststelle einen ordnungsgemäß ausgefüllten und unterzeichneten Zulassungsantrag gemäß dem in Anhang 3 angeführten Formular ein.

Der Antragsteller fügt dem Zulassungsantrag Folgendes bei:

- 1° einen Übersichtsplan des zoologischen Gartens mit Angabe der Funktion der Räumlichkeiten, sowie der Größe und Ausstattung eines jeden Tiergeheges;
- 2° den Sammlungsplan, in dem das Wohlergehen der Tiere berücksichtigt wird;
- 3° eine Abschrift des in Artikel 25 erwähnten Vertrags;
- 4° den Zahlungsnachweis für die mit dem Zulassungsantrag verbundenen Kosten.

§ 2. Der Betrag der in Paragraph 1 erwähnten Kosten beläuft sich auf:

- 1° 500 Euro, wenn es sich um einen zoologischen Garten handelt, der Säugetiere, Vögel oder Reptilien umfasst;
- 2° 250 Euro, wenn es sich um einen zoologischen Garten handelt, der ausschließlich andere Tiere als Säugetiere, Vögel oder Reptilien umfasst.

Die in Absatz 1 erwähnten Beträge sind auf das Konto des Haushaltsfonds für den Schutz und das Wohlbefinden der Tiere zu überweisen.

Art. 5 - § 1. Innerhalb von fünfzehn Tagen ab dem Erhalt des Antrags richtet die Dienststelle eine Empfangsbestätigung an den Antragsteller, in der dieser:

- 1° von den Bestimmungen des Artikels 6 in Kenntnis gesetzt wird;
- 2° wenn nötig aufgefordert wird, seine Akte zu vervollständigen;
- 3° aufgefordert wird, die notwendigen Schritte zu unternehmen, um sich die Genehmigungen zu besorgen, die notwendig sind und nicht das Wohlergehen der Tiere betreffen.

§ 2. Wenn die Verwaltungsakte vollständig ist:

- 1° setzt die Dienststelle den Minister davon in Kenntnis, dass eine vollständige Akte vorliegt;
- 2° nimmt die Dienststelle einen Kontrollbesuch vor;
- 3° gibt die Dienststelle aufgrund des in Ziffer 2 erwähnten Besuchs beim Minister ihre Stellungnahme für die Gewährung oder Verweigerung der Zulassung ab.

Für die Zwecke nach Ziffer 3 kann die Dienststelle Sachverständige zur Begutachtung heranziehen oder die Stellungnahme des Wallonischen Ausschusses für zoologische Gärten einholen.

Art. 6 - § 1. Der Minister befindet innerhalb von sechs Monaten ab dem Eingang der vollständigen Akte über den Zulassungsantrag.

Der Minister verweigert die Zulassung, wenn die in Kapitel 4 festgelegten Bedingungen nicht erfüllt sind. Er setzt den Antragsteller davon in Kenntnis.

Was die Taxa und die Anzahl Tiere betrifft, kann die Zulassung Einschränkungen unterliegen.

In jeder Zulassung werden die in Kapitel 4 festgelegten Zulassungsbedingungen angegeben.

§ 2. Der zoologische Garten ist für die Öffentlichkeit erst dann zugänglich, wenn er eine Zulassung erhalten hat.

§ 3. Die Zulassung ist zehn Jahre gültig. Sie kann nach Einreichung eines neuen Antrags erneuert werden.

Art. 7 - § 1. Wenn ein zoologischer Garten nicht im Besitz einer Zulassung ist oder die in Kapitel 4 festgelegten Bedingungen nicht mehr erfüllt:

- 1° verbietet die Dienststelle der Öffentlichkeit den Zugang zu diesem Garten;
- 2° und/oder erfüllt der Garten angemessene, von der Dienststelle auferlegte Anforderungen, um zu gewährleisten, dass die in Kapitel 4 festgelegten Bedingungen eingehalten werden.

Der zoologische Garten darf keine neuen Tierarten erwerben, solange die Übereinstimmung mit den Bedingungen nicht gewährleistet ist.

§ 2. Wenn die in Paragraph 1 erwähnten Anforderungen nicht innerhalb der von der Dienststelle festgelegten Frist, die jedoch zwei Jahre nicht überschreiten darf, erfüllt sind, kann der Minister die Zulassung aussetzen oder entziehen und den zoologischen Garten oder einen Teil davon schließen.

Vor jeder Beschlussfassung aufgrund des Absatzes 1 werden der Betreiber und der Verantwortliche von der Dienststelle angehört. Sie können während dieser Anhörung von einem Berater unterstützt werden und ihre Akte einsehen. Sie verfügen über eine Frist von fünfzehn Tagen, um der Dienststelle ihre Verteidigung schriftlich zu übermitteln. Nach Ablauf dieser Frist übermittelt die Dienststelle dem Minister einen Bericht.

Art. 8 - Die Dienststelle veröffentlicht auf dem wallonischen Internetportal für den Tierschutz:

- 1° eine Liste, in der Name, Anschrift und Zulassungsnummer eines jeden zoologischen Gartens angegeben wird;
- 2° die Zulassungsaussetzungen und -entzüge.

KAPITEL III — *Änderungen der Daten und Betriebseinstellung*

Art. 9 - § 1. Die Wechsel des Verantwortlichen oder des Betreibers werden der Dienststelle innerhalb eines Monats mittels eines in Anhang 3 angeführten Formulars in Papierformat oder elektronisch gemeldet. In diesem Fall bleibt die Zulassung gültig.

Der zoologische Garten gewährleistet das Wohlergehen der Tiere im Laufe des in Absatz 1 erwähnten Wechsels.

§ 2. Der Wechsel des Vertragstierarztes wird innerhalb eines Monats gemeldet, indem der Dienststelle eine Abschrift des neuen Vertrags zugestellt wird.

§ 3. Die Änderungen des Übersichtsplans und des Sammlungsplans werden der Dienststelle spätestens innerhalb des Monats, der auf die Unterbringung von Tieren in neuen Gehegen folgt, übermittelt.

§ 4. Jede Betriebseinstellung wird der Dienststelle innerhalb von zehn Tagen gemeldet.

Wenn eine Betriebseinstellung nicht innerhalb der vorgesehenen Frist gemeldet wird, entzieht der Minister die Zulassung.

Die Dienststelle kann eine Betriebseinstellung während eines Kontrollbesuchs feststellen.

Im Falle einer Betriebseinstellung ohne Betriebswiederaufnahme durch einen neuen Betreiber sorgen der letzte Betreiber und der Verantwortliche dafür, dass die Tiere gut behandelt werden. Sie vergewissern sich gegebenenfalls, dass die Tiere in eine andere Einrichtung oder zu einer Person gebracht werden, die befugt sind, diese zu halten. In dem in Artikel 41 erwähnten Register wird die Bestimmung der Tiere angegeben.

KAPITEL IV - Zulassungsbedingungen

Art. 10 - Die in Artikel 6 erwähnte Zulassung wird unter den in dem vorliegenden Kapitel festgelegten Bedingungen ausgestellt und aufrechterhalten.

Abschnitt 1 — Unterbringung und Ausstattung

Art. 11 - § 1. Die Tierunterkünfte müssen so konzipiert sein und instand gehalten werden, dass ein Ausbrechen der Tiere verhindert wird und die Sicherheit der Tiere, der Öffentlichkeit und des Personals sichergestellt ist.

Insbesondere muss dafür gesorgt werden, dass:

- 1° gefährliche Tiere, die klettern oder springen können, in einer vollständig, auch von oben abgeschlossenen Umfriedung gehalten werden, außer wenn das Klettern oder Springen über die Umfriedung auf andere Weise verhindert wird oder wenn die Unterkunft von einem ausreichend breiten und tiefen Wassergraben umgeben ist;
- 2° die grabenden Tiere nicht durch den Erdboden entkommen können;
- 3° die Umfriedung und die Pfeiler fest im Boden verankert sind, so dass die Tiere diese nicht durch ihr Gewicht oder ihre Kraft zerstören können;
- 4° die Gräben rund um die Tierunterkünfte unüberwindbar sind;
- 5° die Türen und Tore stabil sind und geschlossen bleiben;
- 6° die Gebäude, Räumlichkeiten oder Teile des zoologischen Gartens, zu denen die Öffentlichkeit keinen Zugang hat, abgeschlossen und mit Warn- oder Verbotsschildern versehen sind;
- 7° ein direkter Kontakt zwischen der Öffentlichkeit und gefährlichen Tieren durch Barrieren verhindert wird, die einen ausreichenden Abstand herstellen;
- 8° die Öffentlichkeit über alle möglichen Gefahren informiert wird.

§ 2. Der zoologische Garten ist von einer Umfriedung oder Mauer umgeben.

Art. 12 - Die Tierunterkünfte und die verwendeten Materialien werden derart gewählt und instand gehalten, dass die Tiere sich nicht daran verletzen können und dass ihr Wohlbefinden nicht durch diese Hindernisse beeinträchtigt wird.

Die elektrischen Anlagen werden derart eingerichtet, dass die Gefahr eines Stromschlags vermieden wird.

Art. 13 - Die Tiere, die im Freien gehalten werden, müssen bei ungünstigen Wetterverhältnissen Schutz finden können.

Art. 14 - Die Tierunterkünfte müssen derart konzipiert und ausgestattet sein, dass sie zu einem möglichst vielfältigen und natürlichen Verhalten anregen.

Art. 15 - Unbeschadet des Artikels 4 des Gesetzes vom 14. Auguste 1986:

- 1° werden sozial lebende Arten in Gruppen gehalten, außer wenn es gegenteilige Anweisungen aus tiermedizinischen oder tierzüchterischen Gründen gibt;
- 2° werden solitär lebende Arten einzeln gehalten, außer im Falle von Abweichungen, die aufgrund des Artikels 18 gewährt werden;
- 3° darf es bei der Bildung einer Tiergruppe nicht zu anormalen schädlichen Interaktionen kommen.

Art. 16 - § 1. Nach Stellungnahme des Wallonischen Ausschusses für zoologische Gärten kann der Minister die Vorbereitung und Ausführung eines Anreicherungsplans für bestimmte Tierarten auferlegen.

Der Anreicherungsplan für eine Tierart umfasst mindestens:

- 1° die Zielsetzungen;
- 2° die Mittel, um diese zu erreichen;
- 3° einen Zeitplan;
- 4° die Durchführung;
- 5° die Dokumentation;
- 6° die Bewertung.

§ 2. Der Minister kann die Fälle bestimmen, in denen der Anreicherungsplan dem Wallonischen Ausschuss für zoologische Gärten zur Stellungnahme unterbreitet wird.

Art. 17 - Der Verantwortliche setzt ein Ethikkomitee ein, in dem mindestens der Betreiber oder sein Vertreter, der Vertragstierarzt, ein oder zwei Vertreter der Tierpfleger und gegebenenfalls andere Sachverständige des Tierschutzes und Tiervershaltens Mitglieder sind.

Das Ethikkomitee beurteilt die Sammlungs- und Anreicherungspläne und behandelt mindestens folgende ethische Probleme:

- 1° das Management der Fortpflanzung und der überzähligen Tiere;
- 2° das Management der Gruppen und die Absonderungsnotwendigkeiten;
- 3° die Tötung und Sterbehilfe der Tiere;
- 4° die Fütterung der Tiere und insbesondere die lebenden Beuten;
- 5° den Kontakt der Tiere mit der Öffentlichkeit;
- 6° die Tierschauen;
- 7° die Verfügbarkeit von Gegengift, wenn giftige Tierarten beherbergt werden;
- 8° die Beurteilung der Umsiedlung von Tieren von einem Gehege in ein anderes innerhalb desselben zoologischen Gartens;
- 9° die Beurteilung der Verträglichkeit einzelner Tiere untereinander.

Art. 18 - Der Minister kann zusätzliche Vorschriften zur Unterbringung bestimmter Tierarten festlegen, insbesondere in Bezug auf die Mindestgröße von Tierunterkünften und deren Ausstattung.

Die vom Minister festgelegten Vorschriften für die Säugetiere und Vögel finden Anwendung auf alle Gehege, die für die Öffentlichkeit sichtbar sind oder nicht, außer für:

- 1° die für die Öffentlichkeit unsichtbaren Stallungen;
- 2° die Quarantänegehege;
- 3° die Absonderungsgehege;
- 4° die in den in Absatz 1 erwähnten Vorschriften vorgesehenen Abweichungsfälle.

Art. 19 - Das Futter wird unter guten hygienischen Bedingungen in Räumen aufbewahrt und zubereitet, die frei von schädigenden Tieren sind und von den Tierunterkünften getrennt sind.

Zur Aufbewahrung von Fleisch, Fisch oder anderen verderblichen Waren ist eine Kühleinrichtung erforderlich. Verdorrene Futterreste müssen so schnell wie möglich entfernt werden.

Art. 20 - § 1. Für Untersuchungen und Eingriffe an Wirbeltieren verfügt der zoologische Garten über einen sauberen, durchlüfteten und gut beleuchteten Raum. Dieser Raum ist ausgestattet mit:

- 1° einer Fließwasserstelle;
- 2° Desinfektionsmitteln;
- 3° einer ausreichenden Beleuchtung, um Eingriffe durchführen zu können;
- 4° einem Untersuchungstisch;
- 5° einer elektrischen Steckdose;
- 6° abwaschbaren Wänden und Böden, die desinfiziert werden können.

Absatz 1 findet keine Anwendung auf zoologische Gärten, die nur Arten halten, die keine Wirbeltiere sind.

§ 2. Der zoologische Garten verfügt ebenfalls über:

- 1° eine Fläche, auf der Tiere aus tiermedizinischen Gründen unter Quarantäne gehalten werden können;
- 2° Absonderungsmöglichkeiten für alle im Garten beherbergte Tierarten.

Art. 21 - § 1. Der zoologische Garten verfügt über eine Erste-Hilfe-Station für die Personen und angemessene schriftliche Hinweise.

Die in Absatz 1 erwähnte Erste-Hilfe-Station muss deutlich gekennzeichnet sein.

§ 2. Wenn giftige Tiere gehalten werden, die für den Menschen gefährlich sind, muss Gegengift vor Ort vorhanden oder gemäß den von der Dienststelle auf Vorschlag des in Artikel 17 erwähnten Ethikkomitees genehmigten Modalitäten verfügbar sein.

Abschnitt 2 — Pflege, Hygiene und tiermedizinische Betreuung

Art. 22 - § 1. Der Verantwortliche setzt ein fachkundiges Personal in ausreichender Anzahl für die Pflege der Tiere und die Instandhaltung der Tierunterkünfte ein.

Das in Absatz 1 erwähnte Personal verfügt über die erforderlichen Kenntnisse über:

- 1° den Ernährungsbedarf der ihm anvertrauten Tiere;
- 2° die Krankheitssymptome und die Anzeichen, durch die Krankheiten und die Risiken von deren Übertragung erkannt werden können;
- 3° die Verhaltensbedürfnisse der Tierart, die potenziellen Stressfaktoren, die Anreicherung und die Beurteilung des Wohlbefindens;
- 4° die bei Ausbrüchen von Tieren zu treffenden Dringlichkeitsmaßnahmen;
- 5° die bei Unfällen zu treffenden Maßnahmen.

§ 2. Der Minister kann Bedingungen festlegen, was die Anzahl und die Ausbildung des Personals der zoologischen Gärten betrifft.

Art. 23 - Die Tiere müssen mindestens zweimal pro Tag kontrolliert werden.

Falls die Tiere nicht gesund zu sein scheinen oder andere Anzeichen aufweisen, die auf ein vermindertes Wohlbefinden hinweisen, müssen unverzüglich Schritte zur Feststellung und Beseitigung der Ursache unternommen werden.

Zur Anwendung des vorliegenden Artikels ist falls nötig ein Tierarzt hinzuzuziehen.

Art. 24 - In geschlossenen Räumen, in denen Tiere gehalten werden, muss ein Rauchverbot bestehen.

Art. 25 - § 1. Der Verantwortliche schließt mit einem Tierarzt einen Vertrag ab gemäß dem in Anhang 4 erwähnten Muster, um die regelmäßige Kontrolle der Gesundheit, des Wohlbefindens und des Verhaltens der Wirbeltiere vorzunehmen.

Der Vertragstierarzt wird von dem Verantwortlichen aufgrund des Kriteriums des für die Ausführung seiner Aufgaben erforderlichen Fachwissens ausgewählt.

§ 2. Der Vertragstierarzt nimmt insbesondere ärztliche Vorbeugeuntersuchungen, Impfungen, parasitologische Untersuchungen und Sterbehilfen vor.

Er untersucht nötigenfalls neu eingeführte Tiere und legt gegebenenfalls einen Quarantänezeitraum fest. Er überwacht den Gesundheitszustand der unter Quarantäne stehenden Tiere.

Der Verantwortliche informiert den Vertragstierarzt über jeden Todesfall. Der Tierarzt stellt die Todesursache fest und ergreift die nötigen Maßnahmen, um die Gesundheit der übrigen Tiere sicherzustellen. Er kann die Absonderung bestimmter Tiere beschließen.

Der Vertragstierarzt erstattet dem Verantwortlichen einen schriftlichen Bericht über seine Besuche, in dem er diesen über seine Beobachtungen betreffend die Gesundheit, das Wohlbefinden und das Verhalten der Tiere informiert, und schlägt gegebenenfalls die zu treffenden Maßnahmen vor.

Wenn die Stellungnahmen und Empfehlungen des Vertragstierarztes nicht befolgt werden, setzt dieser die Dienststelle davon in Kenntnis.

§ 3. Jede Vertragspartei, die die Initiative ergreift, den in Paragraph 1 erwähnten Vertrag aufzulösen, setzt die andere Vertragspartei per Einschreiben gegen Empfangsbestätigung oder durch jedes Mittel, das den Empfang nachweist, davon in Kenntnis und richtet eine Abschrift dieses Einschreibens an die Dienststelle.

Bei der Anwendung des Absatzes 1 bleibt der laufende Vertrag bis zur Unterzeichnung eines neuen Vertrags und höchstens dreißig Tag nach Eingang der in Absatz 1 erwähnten Einsendung gültig.

Art. 26 - Wenn neue Tiere in eine Gruppe integriert werden, wird die Notwendigkeit untersucht, ob sie vorher unter Quarantäne gehalten werden müssen, und werden alle notwendigen Vorsichtsmaßnahmen getroffen, bevor sie in die Gruppe integriert werden.

Art. 27 - Die verabreichte Nahrung muss qualitativ und quantitativ den Bedürfnissen sowohl der Tierart als auch des einzelnen Tieres angepasst sein. Dazu wird der Rat von Sachverständigen eingeholt und befolgt.

Bei der Verabreichung von Futter und Trinkwasser wird das soziale Verhalten der Tiere berücksichtigt, damit notfalls alle Tiere in derselben Unterkunft gleichzeitig Nahrung aufnehmen können.

Das Füttern der Tiere durch Besucher ist verboten, außer wenn es sich um angemessenes Futter handelt, das unter der direkten Aufsicht eines Personalmitglieds verabreicht wird.

Bei der Zucht von und dem Verfüttern von Beutetieren werden geeignete Maßnahmen getroffen, um unnötiges Leiden dieser Tiere zu vermeiden.

Mit Ausnahme der wirbellosen Tiere darf den Tieren keine lebende Beute als Nahrung verabreicht werden, außer wenn eine schriftliche Rechtfertigung des in Artikel 17 erwähnten Ethikkomitees vorliegt.

Art. 28 - Für die Säugetiere und Vögel ist die frühe Trennung der Jungen von ihren Eltern nur mit entsprechender Rechtfertigung des Vertragstierarztes gestattet.

Art. 29 - Die Tierunterkünfte und die sich dort befindenden Ausstattungen werden regelmäßig gereinigt und nötigenfalls desinfiziert.

Es werden alle notwendigen Maßnahmen getroffen, um das Eindringen von schädigenden Tieren und Krankheitsvektoren so weit wie möglich zu verhindern und einer Vermehrung vorzubeugen.

Art. 30 - Die toten Tiere müssen so schnell wie möglich aus den Tierunterkünften entfernt werden.

Art. 31 - § 1. Der direkte Körperkontakt zwischen den Tieren und der Öffentlichkeit ist untersagt.

§ 2. In Abweichung von Paragraph 1 erlaubt die Dienststelle den Kontakt mit der Öffentlichkeit nach Stellungnahme des Wallonischen Ausschusses für zoologische Gärten auf der Grundlage einer von dem in Artikel 17 erwähnten Ethikkomitee erarbeiteten Akte, in der die Umstände der Interaktion zwischen den Tieren und der Öffentlichkeit beschrieben werden.

Die Kriterien für die Zulassung des Kontakts sind:

- 1° das pädagogische Ziel;
- 2° die zeitliche Beschränkung der Zusammenkünfte;
- 3° die Beachtung des Wohlbefindens der Tiere sowohl bei der Organisation der Zusammenkunft als auch bei der vermittelten Botschaft;
- 4° die hygienischen Vorsichtsmaßnahmen, insbesondere gegen Zoonosen;
- 5° die Aufsicht durch ein qualifiziertes Personal.

Art. 32 - § 1. Durch das Anbringen von Hinweisschildern an Orten, wo dies erforderlich ist, lenkt der Verantwortliche die Aufmerksamkeit der Öffentlichkeit auf die Aggressivität und die Gefährlichkeit bestimmter Tiere.

§ 2. In zoologischen Gärten, in denen die Öffentlichkeit sich gefährlichen Tieren mit Hilfe von Fahrzeugen nähern kann, ohne dass sie durch Hindernisse von ihnen getrennt ist, werden strenge Sicherheitsmaßnahmen getroffen.

In den in Absatz 1 erwähnten zoologischen Gärten:

- 1° wird die Öffentlichkeit deutlich über die Vorschriften informiert, an die sie sich streng zu halten hat;
- 2° kann das mit der Aufsicht beauftragte Personal sofort über eine Feuerwaffe verfügen, um im Dringlichkeitsfall ein gefährliches Tier zu töten.

Art. 33 - Bei Ausbruch eines gefährlichen Tieres verständigt der Verantwortliche die Zivilbehörde und die Ordnungsdienste und ist bei der Suche, dem Einfangen und dem Zurückbringen des Tieres behilflich. Er informiert die Bevölkerung über die möglichen Gefahren.

Die mit den in Absatz 1 erwähnten Aktionen verbundenen Kosten gehen vollständig zu Lasten des Betreibers und müssen an die jeweiligen Behörden zurückgezahlt werden.

Art. 34 - Außer in einem in Artikel 32 Paragraph 2 vorgesehenen Dringlichkeitsfall oder bei Gefahr für die Öffentlichkeit, das Personal oder ein anderes Tier, wird die Tötung eines Wirbeltiers von einer sachkundigen Person und unter Aufsicht der Vertragstierärztes vorgenommen.

Abschnitt 3 — Information des Besuchers und Bildungsprogramm

Art. 35 - § 1. Auf oder in der Nähe jeder Tierunterkunft werden deutlich lesbare wissenschaftlich korrekte Grundinformationen angebracht, die einen direkten Zusammenhang mit den dort untergebrachten Tierarten haben. Diese Information muss deutlich lesbar und wissenschaftlich und sprachlich korrekt sein.

Die in Absatz 1 erwähnte Information umfasst mindestens:

- 1° den wissenschaftlichen Namen der Tierart;
- 2° den oder die volkstümlichen Namen der Tierart, zumindest in der Sprache der Region, in der sich der zoologische Garten befindet;
- 3° eine Beschreibung des natürlichen Verbreitungsgebiets der Tierart in der freien Natur und gegebenenfalls eine Erklärung über die geographische Verteilung im Laufe der Zeit;
- 4° die biologischen Eigenschaften der Tierart und die ökologischen Verhältnisse, in denen sie leben;
- 5° gegebenenfalls den von der "International Union for Conservation of Nature" zugeteilten Status;
- 6° jede von der Dienststelle beantragte zusätzliche Angabe, die im Zusammenhang mit dem Wohlbefinden der Tiere steht.

§ 2. Wenn verschiedene schwierig zu unterscheidende Tierarten in demselben Gehege untergebracht sind, wird die in Paragraph 1 erwähnte Information durch eine Abbildung und durch Angaben ergänzt werden, damit zwischen ihnen unterschieden werden kann.

§ 3. Der zoologische Garten ordnet die Tiere in den der Öffentlichkeit bereitgestellten Informationen soweit wie möglich in ihren biologischen und ökologischen Kontext ein.

Art. 36 - Der zoologische Garten konsultiert die Öffentlichkeit mittels einer Vorschlags- oder Umfragebox, mittels derer die Öffentlichkeit aufgerufen wird, dem Verantwortlichen ihre Stellungnahme abzugeben.

Art. 37 - § 1. Der zoologische Garten entwirft ein den Schülern gewidmetes und auf einer Einführung in die Biologie, die Ökologie und die Erhaltung der Natur basierendes Bildungs- und Informationsprogramm.

Für die Zwecke des Absatzes 1 wird der Rat einer Person eingeholt, die über biologische, ethologische und pädagogische Kenntnisse verfügt.

Eine Druckfassung des in Absatz 1 erwähnten Programms ist verfügbar.

§ 2. Werden Tiervorführungen organisiert, so muss das natürliche Verhalten der Tiere, auch in den bereitgestellten Kommentaren, im Vordergrund stehen. Die Tiere führen hauptsächlich Kunststücke vor, die aus natürlichen arttypischen Verhalten bestehen.

Für bestimmte Tierarten kann der Minister verlangen, dass das von dem in Artikel 17 erwähnten Ethikkomitee vorgeschlagene Vorführungsprogramm von der Dienststelle auf Vorschlag des Wallonischen Ausschusses für zoologische Gärten gutgeheißen wird.

Abschnitt 4 — Tierzucht und Arterhaltungsprogramm

Art. 38 - Der zoologische Garten arbeitet an den koordinierten internationalen Zucht- und Austauschprogrammen mit, wenn dort Tiere gehalten werden, die von diesen Programmen betroffen sind. Der Tierbestand wird an die betroffenen Koordinatoren oder Zuchtbuchführer weitergeleitet.

Art. 39 - Unkontrollierte Zucht ist zu vermeiden. Die Zucht von Hybriden ist verboten, außer wenn sie im Rahmen eines wissenschaftlich begründeten Zuchtprogramms erfolgt.

Nach Stellungnahme des Wallonischen Ausschusses für zoologische Gärten kann der Minister eine Liste mit Arten erstellen, deren Zucht in zoologischen Gärten verboten oder beschränkt wird, und dies aus wissenschaftlichen Gründen im Zusammenhang mit der Wohlbefinden der Tiere.

Art. 40 - Der zoologische Garten nimmt an der Forschung und dem Austausch von Informationen über die Arterhaltung teil, entweder indem er aktiv an Forschungsprojekten teilnimmt, oder indem er den Forschern den Zugang des Betriebs für Forschungsprojekte von anerkannten wissenschaftlichen Einrichtungen erleichtert.

Abschnitt 5 — Register

Art. 41 - § 1. Der Verantwortliche nimmt für jedes Tier oder jede Tiergruppe folgende Angaben in ein Papierregister oder eine Computerdatei auf:

- 1° den volkstümlichen und den wissenschaftlichen Namen;
- 2° das Geschlecht;
- 3° den Ursprung und das Datum des Erwerbs oder das Geburtsdatum, wenn das Tier im zoologischen Garten geboren ist;
- 4° im Falle des Abgangs eines Tieres: Den Namen und die Anschrift der Bestimmung;
- 5° die Identifizierung des Exemplars, gegebenenfalls mit Ringnummer, Tätowierungs- oder Mikrochipnummer oder besonderen äußeren Kennzeichen;
- 6° die Fälle, in denen Tiere aus nicht tierärztlichen Gründen abgesondert werden, unter Angabe des Grundes, des Anfangsdatums und des vorgesehenen Enddatums und des Geheges, in dem das Tier abgesondert gehalten wird.

§ 2. Der Vertragstierarzt ergänzt das Register, das das Tier oder die Tiergruppe betrifft, mit folgenden Angaben:

- 1° dem Datum der Kontrollbesuche;
- 2° dem Gesundheitszustand betreffend Krankheiten, Behandlungen und andere Eingriffe;
- 3° im Todesfall dem Datum und der Todesursache;
- 4° den Quarantäne- und Absonderungsfällen aus tierärztlichen Gründen unter Angabe des Grundes, des Datums des Anfangs der Quarantäne oder Absonderung aus tierärztlichen Gründen, des vorgesehenen Enddatums und des Geheges, in dem sich das Tier befindet.

§ 3. Die in den Paragraphen 1 und 2 angegebenen Auskünfte werden mindestens fünf Jahre nach dem Tod des Tieres aufbewahrt.

Das Register kann nach dem in Anhang 5 angeführten Muster geführt werden.

§ 4. Das Register wird der Dienststelle auf deren Anfrage am Ort oder durch elektronische Sendung vorgelegt.

KAPITEL V — Wallonischer Ausschuss für zoologische Gärten

Art. 42 - § 1. Es wird ein Wallonischer Ausschuss für zoologische Gärten eingerichtet.

§ 2. Der Wallonische Ausschuss für zoologische Gärten setzt sich aus mindestens neun und höchstens zwölf Mitgliedern zusammen, die vom Minister auf der Grundlage einer Expertise ernannt werden, die durch ihre Arbeiten in Bezug auf das Verhalten und Wohlbefinden der in Gefangenschaft gehaltenen exotischen Tiere anerkannt wird.

Das Mandat der Mitglieder beträgt fünf Jahre.

Ein Bediensteter der Dienststelle nimmt an den Arbeiten des Wallonischen Ausschusses für zoologische Gärten mit beratender Stimme teil.

Der Wallonische Ausschuss für zoologische Gärten ernennt einen Vorsitzenden und stellvertretenden Vorsitzenden unter seinen Mitgliedern.

Art. 43 - Der Wallonische Ausschuss für zoologische Gärten:

- 1° gibt seine Stellungnahme über die Angelegenheiten ab, deren Untersuchung ihm vom Minister oder von der Dienststelle anvertraut wird.
 - 2° kann dem Minister und der Dienststelle jeden Vorschlag auf Initiative unterbreiten.
- Er gibt seine Stellungnahme innerhalb einer Frist von drei Monaten ab, die:
- 1° auf an den Minister oder an die Dienststelle gerichteten begründeten Antrag des Ausschusses verlängert werden kann;
 - 2° auf Antrag des Ministers oder der Dienststelle verkürzt werden kann.

Art. 44 - Der Wallonische Ausschuss für zoologische Gärten ist beschlussfähig, wenn die Mehrheit der Mitglieder anwesend ist. Mangels Mehrheit kann der Ausschuss nach einer neuen Einberufung ungeachtet der Anzahl der anwesenden Mitglieder für dieselbe Angelegenheit beschlussfähig sein.

Art. 45 - Der Wallonische Ausschuss für zoologische Gärten erstellt seine Stellungnahme im Einvernehmen. Mangels dessen wird die Stellungnahme mit der Mehrheit der anwesenden Mitglieder abgegeben und durch die abweichende Meinung der Mitglieder ergänzt, die sich der Meinung der Mehrheit widersetzen.

Art. 46 - § 1. Der Wallonische Ausschuss für zoologische Gärten kann auf Antrag seines Vorsitzenden oder der Dienststelle Stellungnahmen per elektronisches Verfahren abgeben.

§ 2. Für jedes in Paragraph 1 erwähnte elektronisches Verfahren wird allen Mitgliedern eine E-Mail zugesandt, in der die Elemente der Akte sowie die Punkte angegeben werden, für die ein Beschluss erwartet wird.

Die Mitglieder senden ihre Antworten innerhalb von vierzehn Tagen ab dem Einsendungsdatum des Antrags und übermitteln den anderen Mitgliedern eine Abschrift. Nach Ablauf dieser Frist wird ein Vorschlag der Stellungnahme zur endgültigen Genehmigung der Mitglieder unterbreitet.

Das elektronische Verfahren ist nur gültig, wenn mindestens die Hälfte der Mitglieder innerhalb der in Absatz 2 erwähnten Frist auf den Antrag geantwortet hat.

§ 3. Die abgegebenen Stellungnahmen per elektronisches Verfahren werden gemäß den in Artikel 45 festgelegten Regeln erstellt.

§ 4. Die per elektronisches Verfahren abgegebenen Stellungnahmen werden im Protokoll der nächsten Versammlung festgehalten, Ohne dass eine neue Genehmigung erforderlich ist.

Art. 47 - Der Wallonische Ausschuss für zoologische Gärten kann auf Einladung seines Vorsitzenden oder der Dienststelle Sachverständige zu Rate ziehen, die nicht Mitglieder sind, um besondere Probleme zu untersuchen.

Die Sachverständigen, die nicht Mitglieder sind, werden in die Diskussionen der Punkte einbezogen, für die sie zu Rate gezogen werden, nehmen jedoch nicht an der Abstimmung teil.

Art. 48 - Der Wallonische Ausschuss für zoologische Gärten beurteilt, ob die Bildung einer Arbeitsgruppe, die die Untersuchung eines besonderen Problems zur Aufgabe hat, relevant ist. Er bestellt einen Koordinator für diese Arbeitsgruppe, sowie die Sachverständigen, die Mitglieder des Ausschusses sind oder nicht, die zur Teilnahme eingeladen sind.

Der Vorsitzende kann an den Arbeiten aller Arbeitsgruppen teilnehmen.

Der Koordinator legt dem Ausschuss die Schlussfolgerungen der Arbeitsgruppe vor.

Art. 49 - Die Dienststelle erstattet Bericht über die Beratungen des Ausschusses.

Art. 50 - Zu Beginn einer jeden Versammlung genehmigt der Wallonische Ausschuss für zoologische Gärten die Tagesordnung und das Protokoll der vorherigen Versammlung.

Die Genehmigung eines Versammlungsprotokolls kann per elektronisches Verfahren gemäß dem in Artikel 46 Verfahren beantragt werden. In diesem Fall wird diese Genehmigung im nächsten Bericht erwähnt.

Der Wallonische Ausschuss für zoologische Gärten kann nur über die Punkte beraten, die in der genehmigten Tagesordnung angegeben sind.

Art. 51 - § 1. Der Wallonische Ausschuss für zoologische Gärten tritt unter Ausschluss der Öffentlichkeit zusammen. Die Debatten, Unterlagen und Berichte sind unbeschadet der verfassungsrechtlichen und gesetzlichen Bestimmungen in Bezug auf den Zugang zu Verwaltungsdokumenten vertraulich.

Die Mitglieder und Sachverständigen, die nicht Mitglieder sind, unterlassen es, den Inhalt der Debatten und die verschiedenen im Ausschuss vertretenen Standpunkte nach außen zu verbreiten.

§ 2. Wenn Sachverständige, die nicht Mitglieder sind, eingeladen werden, werden sie von der Vertraulichkeit der Debatten in Kenntnis gesetzt.

Art. 52 - § 1. Die Mitglieder des Wallonischen Ausschusses für zoologische Gärten oder andere von der Dienststelle beauftragte Sachverständige haben für die Teilnahme an den Versammlungen des Ausschusses ein Anrecht auf die Rückerstattung ihrer Fahrt- und Aufenthaltskosten nach Maßgabe der auf die Bediensteten der Wallonischen Region anwendbaren Regeln.

§ 2. Nach Billigung der Stellungnahme fordert die Dienststelle jeden Sachverständigen auf, ihr eine Schuldforderung vorzulegen, in der die Rückerstattungen angegeben werden, auf die er Anrecht hat.

Art. 53 - Wenn der Wallonische Ausschuss für zoologische Gärten ersucht wird, in anderen Ausschüssen oder Räten vertreten zu sein, unterbreitet der Vorsitzende seinen Mitgliedern einen Vorschlag, den diese mit der Mehrheit der Mitglieder ratifizieren. Bei einer Ablehnung unterbreitet der Vorsitzende einen neuen Vorschlag.

Art. 54 - Der Minister kann auf Vorschlag des Wallonischen Ausschusses für zoologische Gärten ein Mitglied abberufen, wenn das Mitglied gegen den vorliegenden Erlass verstößt.

Vor jeder aufgrund des Absatzes 1 getroffenen Maßnahme wird das Mitglied von der Dienststelle angehört. Es kann während dieser Anhörung von einem Berater unterstützt werden und die Akte einsehen. Es verfügt über eine Frist von 15 Tagen, um der Dienststelle seine Verteidigung zu übermitteln. Nach Ablauf dieser Frist übermittelt die Dienststelle dem Minister einen Bericht.

Art. 55 - Der Sitz des Wallonischen Ausschusses für zoologische Gärten befindet sich bei der Dienststelle. Diese bewahrt dessen Archivgut auf.

KAPITEL VI — *Aufhebungsbestimmung*

Art. 56 - Der Königliche Erlass vom 10. August 1998 über die Zulassung von zoologischen Gärten wird außer Kraft gesetzt.

KAPITEL VII — *Übergangsbestimmungen*

Art. 57 - Übergangsweise bleibt Kapitel III des Königlichen Erlasses vom 10. August 1998 über die Zulassung von zoologischen Gärten bezüglich der Zulassungsbedingungen weiterhin bis zum Inkrafttreten des Kapitels 4 des vorliegenden Erlasses, wie es in Artikel 60 Absatz 2 erwähnt wird, anwendbar.

Art. 58 - Die gemäß dem Königlichen Erlass vom 10. August 1998 über die Zulassung von zoologischen Gärten gewährten Zulassungen bleiben 10 Jahre ab dem Datum der Veröffentlichung des vorliegenden Erlasses gültig, insofern die Bestimmungen des Kapitels 3 eingehalten werden; die gilt auch für die Bestimmungen des Kapitels III des Königlichen Erlasses vom 10. August 1998, solange sie anwendbar sind, und die Bestimmungen des Kapitels 4 ab dem Datum ihres Inkrafttretens.

Art. 59 - Die sich in Betrieb befindenden zugelassenen zoologischen Gärten, die zum Zeitpunkt des Inkrafttretens des vorliegenden Erlasses keinen Sammlungsplan oder Übersichtsplan des zoologischen Gartens mit Angabe der Funktion der Räumlichkeiten, sowie der Größe eines jeden Tiergeheges eingesandt haben, übermitteln der Dienststelle die fehlende(n) Unterlage(n) innerhalb eines Monats.

KAPITEL VIII — *Inkrafttreten*

Art. 60 - Der vorliegende Erlass tritt am ersten Tag des dritten Monats, der auf den Monat der Veröffentlichung im *Belgischen Staatsblatt* folgt, in Kraft.

In Abweichung des Absatzes 1 tritt Kapitel 4 am ersten Tag des zwölften Monats, der auf den Monat der Veröffentlichung im *Belgischen Staatsblatt* folgt, in Kraft. In Abweichung des Absatzes 1 tritt Kapitel 5 am Tag der Veröffentlichung im *Belgischen Staatsblatt* in Kraft.

Art. 61 - Der Minister für Tierschutz wird mit der Durchführung des vorliegenden Erlasses beauftragt.

Namur, den 24. Juli 2018

Für die Regierung :

Der Ministerpräsident
W. BORSUS

Der Minister für Umwelt, den ökologischen Wandel, Raumordnung,
öffentliche Arbeiten, Mobilität, Transportwesen, Tierschutz, und Gewerbegebiete
C. DI ANTONIO

Anhang 1 Liste der Haustierarten

Wissenschaftlicher Name	Gebräuchlicher Name
LISTE DER HAUSSÄUGETIERE	
<i>Canis familiaris</i>	Hund
<i>Felis catus</i>	Katze
<i>Mustela furio</i>	Frettchen
<i>Equus caballus</i>	Pferd
<i>Equus asinus</i>	Esel
<i>Equus asinus x E. caballus</i>	Maultier
<i>E. caballus x Equus asinus</i>	Maulesel
<i>Sus domesticus</i>	Schwein
<i>Bos taurus</i>	Kuh
<i>Ovis aries</i>	Schaf
<i>Capra hircus</i>	Ziege
<i>Cavia porcellus</i>	Meerschweinchen
<i>Mus musculus</i> ¹	Maus
<i>Rattus norvegicus</i> ¹	Ratte
<i>Mesocricetus auratus</i> ¹	Goldhamster
<i>Oryctolagus cuniculus</i> ¹	Kaninchen
LISTE DER HAUSVÖGEL	
<i>Anser anser</i> [1]	Graugans
<i>Anser cygnoides</i> ¹	Schwanengans
<i>Cairina moschata</i> ¹	Moschusente
<i>Anas platyrhynchos</i> ¹	Stockente
<i>Columba livia</i> ¹	Felsentaube
<i>Gallus gallus domesticus</i>	Haushuhn
<i>Meleagris gallopavo</i> ¹	Truthahn
<i>Pavo cristatus</i> ¹	Blaupfau
<i>Numida meleagris</i> ¹	Perlhuhn
<i>Coturnix coturnix</i>	Wachtel
LISTE DER HAUSFISCHE	
<i>Carassius auratus auratus</i>	Goldfisch
<i>Cyprinus carpio carpio</i>	Koi-Karpfen

Gesehen, um dem Erlass der Wallonischen Regierung vom 24. Juli 2018 über die Zulassung von zoologischen Gärten und zur Festlegung der Zusammensetzung und Arbeitsweise des Wallonischen Ausschusses für zoologische Gärten als Anhang beigefügt zu werden.

Namur, den 24. Juli 2018.

Für die Regierung:

Der Ministerpräsident

W. BORSUS

Der Minister für Umwelt, den ökologischen Wandel, Raumordnung,
öffentliche Arbeiten, Mobilität, Transportwesen, Tierschutz, und Gewerbegebiete

C. DI ANTONIO

Anhang 2

Liste der häufig gehaltenen Arten

LISTE DER SÄUGETIERE

Wissenschaftlicher Name	Gebräuchlicher Name
<i>Lama glama</i>	Lama
<i>Lama pacos</i>	Alpaka
<i>Dama dama</i>	Damhirsch
<i>Meriones unguiculatus</i>	Mongolische Rennmaus
<i>Chinchilla laniger</i>	Chinchilla: Zuchtform
<i>Phodopus spec.</i>	Zwerghamster

LISTE DER VÖGEL

Wissenschaftlicher Name [2]	Gebräuchlicher Name
<i>Cygnus olor</i>	Höckerschwan
<i>Phasianus colchicus</i>	Fasan
<i>Streptopelia risoria</i>	Lachtaube
<i>Excalfactoria chinensis</i>	Chinesische Zwergwachtel
<i>Nymphicus hollandicus</i>	Nymphensittich
<i>Melopsittacus undulatus</i>	Wellensittich
<i>Psittacula krameri</i>	Halsbandsittich
<i>Psittacula cyanocephala</i>	Pflaumenkopfsittich
<i>Lonchura domestica</i>	Japanisches Mövchen
<i>Padda oryzivora</i>	Reisfink
<i>Agapornis sp</i> Excl. - <i>A. nigrigenis</i> - <i>A. fischeri</i> - <i>A. lilianae</i>	Unzertrennlicher Außer den folgenden Arten: - <i>A. nigrigenis</i> - <i>A. fischeri</i> - <i>A. lilianae</i>
<i>Taeniopygia guttata</i>	Zebrafink
<i>Serinus canaria</i>	Kanarienvogel

Gesehen, um dem Erlass der Wallonischen Regierung vom 24. Juli 2018 über die Zulassung von zoologischen Gärten und zur Festlegung der Zusammensetzung und Arbeitsweise des Wallonischen Ausschusses für zoologische Gärten als Anhang beigefügt zu werden.

Namur, den 24. Juli 2018.

Für die Regierung:

Der Ministerpräsident

W. BORSUS

Der Minister für Umwelt, den ökologischen Wandel, Raumordnung,
öffentliche Arbeiten, Mobilität, Transportwesen, Tierschutz, und Gewerbegebiete

C. DI ANTONIO

Anhang 3: Formular zur Beantragung einer Zulassung oder zur Übermittlung von Datenänderungen

ZULASSUNGSANTRAG FÜR EINEN ZOOLOGISCHEN GARTEN
DATENÄNDERUNGEN FÜR EINEN ZOOLOGISCHEN GARTEN [3]

Der Verwaltung vorbehaltenes Feld

Vollständige Akte, eingereicht am:	
Vorläufige Zulassung, gegeben am:	
Endgültige Zulassung, gegeben am:	

Name, Anschrift und Telefonnummer des zoologischen Gartens

Name, Anschrift und Telefonnummer des Betreibers

Natürliche oder juristische Person, die einen zoologischen Garten betreibt oder für deren Rechnung ein zoologischer Garten betrieben wird

Unternehmensnummer bei der Zentralen Datenbank der Unternehmen

Name, Anschrift und Telefonnummer des Verantwortlichen des zoologischen Gartens

Natürliche Person, die von einem Betreiber bezeichnet wird, um für die Durchführung des vorliegenden Erlasses einzustehen

Dem vorliegenden Formular beizufügende Unterlagen:

- Übersichtsplan des zoologischen Gartens unter Angabe der Größe einer jeden Tierunterkunft und der Funktion der verschiedenen Räumlichkeiten;
- Sammlungsplan
- Abschrift des Vertrags mit dem Vertragstierarzt (Art. 25)
- Zahlungsbeleg der in Artikel 4 § 2 festgelegten Kosten.

Ich Unterzeichneter, Verantwortlicher des Betriebs, erkläre hiermit, dass die oben angegebenen Daten richtig sind.

Am/...../.....

In

Unterschrift des Verantwortlichen

Gesehen, um dem Erlass der Wallonischen Regierung vom 24. Juli 2018 über die Zulassung von zoologischen Gärten und zur Festlegung der Zusammensetzung und Arbeitsweise des Wallonischen Ausschusses für zoologische Gärten als Anhang beigelegt zu werden.

Namur, den 24. Juli 2018.

Für die Regierung,

Der Ministerpräsident
 W. BORSUS

Der Minister für Umwelt, den ökologischen Wandel, Raumordnung,
 öffentliche Arbeiten, Mobilität, Transportwesen, Tierschutz, und Gewerbegebiete
 C. DI ANTONIO

Anhang 4 : Vertrag zwischen dem Verantwortlichen des zoologischen Gartens und dem zugelassenen Tierarzt

Ich Unterzeichner (Name und Vorname)
 Verantwortlicher des zoologischen Gartens
 Gelegen in (Anschrift)

bezeichne in Anwendung des Artikels 25 des Erlasses der Wallonischen Regierung über die Zulassung von zoologischen Gärten und zur Festlegung der Zusammensetzung und Arbeitsweise des Wallonischen Ausschusses für zoologische Gärten

Dr (Name und Vorname)
 Tierarzt in (Anschrift)
 Eintragsnummer bei der Tierärztekammer

für die regelmäßige Überwachung des Wohlbefindens, der Gesundheit, der Pflege und der Unterbringungsbedingungen der Tiere.

Der Tierarzt greift hauptsächlich für Folgendes ein:

- Abstattung der Besuche zur Kontrolle des Wohlbefindens der Tiere in dem gesamten Garten mindestens einmal pro Semester und Berichterstattung über seine Besuche.
- Durchführung der notwendigen Vorbeugeuntersuchungen, Impfungen und parasitologischen Untersuchungen;
- Durchführung der Sterbehilfen;
- Untersuchung der neu eingeführten Tiere, Bestimmung und Kontrolle der eventuellen Quarantäne und Gewährleistung der Überwachung der Gesundheit dieser Tiere;
- Feststellung der Todesursachen und Einleitung der nötigen Maßnahmen, um die Gesundheit der übrigen Tiere sicherzustellen;
- Warnung an den Verantwortlichen über jede Gefahr, die die Gesundheit oder das Wohlbefinden der Tiere bedroht, und Vorschlag von Abhilfemaßnahmen.

Der Vertragstierarzt muss das Register des Betriebs ergänzen unter Angabe

- des Datums seiner Besuche;
- des Gesundheitszustands der Tiere (Krankheiten, Behandlungen und sonstige Eingriffe);
- im Todesfall, der Ursache und des Datums des Todes;
- im Falle einer Quarantäne oder Absonderung von Tieren aus tierärztlichen Gründen, des Grundes, des Anfangsdatums und des vorgesehenen Enddatums und des Geheges, in dem sich das Tier befindet.

Falls der oben erwähnte Tierarzt nicht verfügbar ist, können eingesetzt werden (Feld bitte ankreuzen und gegebenenfalls ergänzen):

- Der Ersatztierarzt, den er für seine Kundschaft bestellt
- Der Tierarzt, dessen Personalien nachstehend angegeben sind, und der als Ersatztierarzt unterzeichnet

Geschehen zu am

Ausgestellt in mindestens drei Exemplaren, wovon eines mit der Akte des Zulassungsantrags eingesandt wird und eines von jeder Partei aufbewahrt wird.

Unterschrift des Verantwortlichen

Unterschrift des Tierarztes

1° : Ersatztierarzt

Dr. (Name und Vorname)
 Zugelassener Tierarzt in (Anschrift)
 Eintragsnummer bei der Tierärztekammer

Unterschrift des Ersatztierarztes

Gesehen, um dem Erlass der Wallonischen Regierung vom 24. Juli 2018 über die Zulassung von zoologischen Gärten und zur Festlegung der Zusammensetzung und Arbeitsweise des Wallonischen Ausschusses für zoologische Gärten als Anhang beigefügt zu werden.

Namur, den 24. Juli 2018.

Für die Regierung:

Der Ministerpräsident
 W. BORSUS

Der Minister für Umwelt, den ökologischen Wandel, Raumordnung, öffentliche Arbeiten, Mobilität, Transportwesen, Tierschutz, und Gewerbegebiete

C. DI ANTONIO

Tierarztregister

1. Kontrollbesuche

Datum	Gesundheitszustand	Unterschrift des Vertragstierarztes

2. Quarantäne oder Absonderung aus tierärztlichen Gründen

Tier	Anfangsdatum	Vorgesehenes Enddatum	Absonderungsort	Grund	Unterschrift des Vertragstierarztes

3. Spezifische Besuche

Datum	Tier	Grund des Besuchs	Behandlung	Unterschrift des Vertragstierarztes

Gesehen, um dem Erlass der Wallonischen Regierung vom 24. Juli 2018 über die Zulassung von zoologischen Gärten und zur Festlegung der Zusammensetzung und Arbeitsweise des Wallonischen Ausschusses für zoologische Gärten als Anhang beigefügt zu werden.

Namur, den 24. Juli 2018

Für die Regierung:

Der Ministerpräsident

W. BORSUS

Der Minister für Umwelt, den ökologischen Wandel, Raumordnung,
öffentliche Arbeiten, Mobilität, Transportwesen, Tierschutz, und Gewerbegebiete

C. DI ANTONIO

—
Fußnote

[1] Nur die domestizierten Formen.

[2] Name der Ursprungsart in der Natur, aus der die domestizierte Form entstanden ist.

[3] Unzutreffendes bitte streichen

VERTALING

WAALSE OVERHEIDSDIENST

[2018/205201]

24 JULI 2018. — Besluit van de Waalse Regering betreffende de erkenning van de dieren tuinen en tot vaststelling van de samenstelling en de werking van de Waalse Dierentuinencommissie

De Waalse Regering,

Gelet op de bijzondere wet van 8 augustus 1980 tot hervorming der instellingen, artikel 20, gewijzigd bij de bijzondere wet van 16 juli 1993;

Gelet op de wet van 14 augustus 1986 betreffende de bescherming en het welzijn der dieren, artikel 3, 9., vervangen door de wet van 9 juli 2004, artikel 5, gewijzigd bij de wet van 4 mei 1995, bij het koninklijk besluit van 22 februari 2001, bij de wetten van 22 december 2003, 23 juni 2004, 27 december 2012 en bij het decreet van 16 oktober 2015, en artikel 44, gewijzigd bij de wet van 22 december 2003;

Gelet op het koninklijk besluit van 10 augustus 1998 betreffende de erkenning van dieren tuinen;

Gelet op het advies van de Inspecteur van Financiën, gegeven op 18 december 2017;

Gelet op de instemming van de Minister van Begroting, gegeven op 1 maart 2018;

Gelet op het rapport van 18 december 2017 opgesteld overeenkomstig artikel 3, 2°, van het decreet van 11 april 2014 houdende uitvoering van de resoluties van de Vrouwenconferentie van de Verenigde Naties die in september 1995 in Peking heeft plaatsgehad en tot integratie van de genderdimensie in het geheel van de gewestelijke beleidslijnen;

Gelet op advies 63.072/4 van de Raad van State, gegeven op 28 maart 2018 overeenkomstig artikel 84, § 1, eerste lid, 2°, van de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973;

Gelet op het ministerieel besluit van 25 januari 2012 tot benoeming van de leden van de Dierentuinencommissie;

Gelet op het ministerieel besluit van 3 september 2007 tot vaststelling van een rekeningnummer waar de rechten betreffende de erkenningen vereist door de wet betreffende de bescherming en het welzijn der dieren worden gestort;

Gelet op het ministerieel besluit van 23 juni 2004 tot vaststelling van minimumnormen voor het houden van reptielen in dieren tuinen;

Gelet op het ministerieel besluit van 7 juni 2000 tot vaststelling van minimumnormen voor het houden van vogels in dieren tuinen;

Gelet op het ministerieel besluit van 3 mei 1999 tot vaststelling van minimumnormen voor het houden van zoogdieren in dieren tuinen;

Gelet op het advies van de Dierentuinencommissie, gegeven op 16 juni 2017;

Op de voordracht van de Minister van Dierenwelzijn;

Na beraadslaging,

Besluit:

HOOFDSTUK I. — Doel, begripsomschrijvingen en toepassingsgebied

Artikel 1. Bij dit besluit wordt Richtlijn 1999/22/EG van de Raad van 29 maart 1999 betreffende het houden van wilde dieren in dieren tuinen gedeeltelijk omgezet.

Art. 2. Voor de toepassing van dit besluit wordt verstaan onder :

- 1° de Waalse Dierentuinencommissie : de Commissie opgericht bij artikel 42 van dit besluit;
- 2° een gedomesticeerde soort : een soort opgenomen in bijlage 1;
- 3° een gewoonlijk gehouden soort : een soort opgenomen in bijlage 2;
- 4° een dierenhok : een afgebakende binnen- of buitenruimte waarin een dier ondergebracht wordt;
- 5° de uitbater : elke natuurlijke persoon of rechtspersoon die een dieren tuin uitbaat of voor wiens rekening een dieren tuin uitgebaat wordt;
- 6° de wet van 14 augustus 1986: de wet van 14 augustus 1986 betreffende de bescherming en het welzijn der dieren;
- 7° de Minister : de Minister bevoegd voor het welzijn van de dieren;
- 8° het collectieplan: de inventaris van alle dieren die bestemd zijn om in de dieren tuin te worden gehuisvest in overeenstemming met de strategie en de thematiek ervan;
- 9° een verrijksplan : een document waarin afhankelijk van de soort de doelstellingen van een gedragsverrijking en de bijhorende modaliteiten bepaald worden;
- 10° de verantwoordelijke : de natuurlijke persoon aangewezen door een uitbater om verantwoordelijk te zijn voor de uitvoering van dit besluit;
- 11° de Dienst : de Directie Kwaliteit van het Departement Ontwikkeling van het Operationeel Directoraat-generaal Landbouw, Natuurlijke Hulpbronnen en Leefmilieu van de Waalse Overheidsdienst;
- 12° de contractdierenarts: de dierenarts of de diergeneeskundige rechtspersoon zoals bedoeld in artikel 25, op wie een beroep gedaan wordt overeenkomstig artikel 4, lid 4, van de wet van 28 augustus 1991 betreffende de uitoefening van de diergeneeskunde.

Betreffende 2° en 3° kan de Minister bijlagen 1 en 2 wijzigen na gemotiveerd advies van de Waalse Dierentuinencommissie.

Art. 3. Dit besluit is van toepassing op dieren tuinen in de zin van de wet van 14 augustus 1986 indien zij permanent en minstens zeven dagen per jaar toegankelijk voor het publiek zijn.

Dit besluit is niet van toepassing op :

- 1° circussen en rondreizende tentoonstellingen;
- 2° handelszaken voor dieren;

- 3° inrichtingen die enkel gedomesticeerde soorten houden zoals bepaald in de lijst in bijlage 1;
- 4° inrichtingen die enkel runderen, schapen, geiten, suidae, hertachtigen of loopvogels houden, hoofdzakelijk voor productiedoeleinden;
- 5° inrichtingen die niet meer dan vijf gewoonlijk gehouden soorten houden zoals bepaald in de lijst in bijlage 2 en die geen enkel ander niet-gedomesticeerd dier houden;
- 6° inrichtingen die niet meer dan vijf aquaria tentoonstellen, met een totaalvolume water van minder dan 5000 liter.

HOOFDSTUK II. — *Erkenningsprocedure*

Art. 4. § 1. Voorafgaand aan het uitbaten van een dieren tuin dient de verantwoordelijke een aanvraag tot erkenning bij de Dienst in, volledig ingevuld en ondertekend overeenkomstig het formulier in bijlage 3.

De aanvrager voegt bij de aanvraag tot erkenning :

- 1° een overzichtsplan van de dieren tuin met aanduiding van de functie van de lokalen, evenals de afmetingen en uitrusting van elk dieren hok;
- 2° het collectieplan met inachtneming van het dierenwelzijn;
- 3° een afschrift van het in artikel 25 bedoelde contract;
- 4° het bewijs van betaling van de kosten in verband met de aanvraag tot erkenning.

§ 2. De kosten bedoeld in paragraaf 1 bedragen :

- 1° 500 euro als de dieren tuin zoogdieren, vogels of reptielen omvat;
- 2° 250 euro als de dieren tuin uitsluitend andere dieren dan zoogdieren, vogels of reptielen omvat;

Het bedrag van de kosten bedoeld in lid 1 wordt gestort op de rekening van het Begrotingsfonds voor dierenbescherming en dierenwelzijn.

Art. 5. § 1. Binnen vijftien dagen na ontvangst van de aanvraag stuurt de Dienst een bericht van ontvangst waardoor :

- 1° de aanvrager ingelicht wordt over de bepalingen van artikel 6;
- 2° de aanvrager verzocht wordt indien nodig zijn dossier te vervolledigen;
- 3° de aanvrager verzocht wordt de nodige stappen te ondernemen om de nodige vergunningen te verkrijgen en die geen betrekking hebben op het dierenwelzijn.

§ 2. Wanneer het administratieve dossier volledig is, doet de Dienst het volgende :

- 1° hij licht de Minister in over het bestaan van een volledig dossier;
- 2° hij voert een controlebezoek uit;
- 3° op basis van het in 2° bedoelde bezoek geeft hij een advies aan de Minister omtrent de al dan niet toekenning van de erkenning.

Voor de toepassing van punt 3° kan de Dienst het advies van deskundigen of van de Waalse Dierentuinencommissie aanvragen.

Art. 6. § 1. De Minister neemt een beslissing over de erkenningsaanvraag binnen zes maanden na ontvangst van het volledige dossier.

De Minister weigert de erkenning als niet voldaan wordt aan de voorwaarden bepaald in hoofdstuk 4. Hij brengt de aanvrager op de hoogte daarvan.

Aan de erkenning kunnen beperkingen met betrekking tot de taxa en het aantal dieren verbonden worden.

Elke erkenning vermeldt de erkenningsvoorwaarden bepaald in hoofdstuk 4.

§ 2. De dieren tuin is enkel toegankelijk voor het publiek na het behalen van een erkenning.

§ 3. De erkenning is tien jaar geldig. Bedoelde erkenning kan hernieuwd worden mits het indienen van een nieuwe aanvraag.

Art. 7. § 1. Indien een dieren tuin geen erkenning behaald heeft of indien deze niet langer voldoet aan de voorwaarden bepaald in hoofdstuk 4,

- 1° wordt, door de Dienst, de toegang tot de dieren tuin of een deel daarvan verboden voor het publiek ;
- 2° en/of voldoet de dieren tuin aan geschikte eisen opgelegd door de Dienst om ervoor te zorgen dat aan de voorwaarden bepaald in hoofdstuk 4 voldaan wordt.

De dieren tuin mag geen nieuwe diersoort aanschaffen tot het in overeenstemming brengen ervan.

§ 2. Indien niet voldaan wordt aan de eisen bedoeld in paragraaf 1 binnen de door de Dienst gestelde termijn van ten hoogste twee jaar, kan de Minister de erkenning schorsen of intrekken en de dieren tuin of een deel daarvan sluiten.

Voorafgaand aan elke beslissing genomen krachtens het eerste lid worden de uitbater en de verantwoordelijke van de dieren tuin door de Dienst gehoord. Tijdens deze hoorzitting kunnen ze zich laten bijstaan door een raadsman en hun dossier raadplegen. Ze beschikken over een termijn van 15 dagen om hun schriftelijk verweer aan de Dienst mee te delen. Na afloop van deze termijn richt de Dienst een verslag aan de Minister.

Art. 8. De Dienst maakt op het Waalse portaal van het dierenwelzijn het volgende bekend :

- 1° een lijst met de naam, adres en erkenningsnummer van elke erkende dieren tuin;
- 2° de schorsingen en intrekkingen van erkenningen.

HOOFDSTUK III. — *Wijzigingen van de gegevens en stopzetting van activiteit*

Art. 9. § 1. De wijzigingen van verantwoordelijke of uitbater worden binnen 30 dagen aan de Dienst meegedeeld via het formulier in bijlage 3, per brief of email. In dit geval blijft de erkenning geldig.

De dieren tuin garandeert het dierenwelzijn in de periode waarin wijzigingen zoals bedoeld in lid 1 plaatsvinden.

§ 2. De wijziging van de contractdierenarts wordt binnen dertig dagen gemeld door een kopie van het nieuwe contract aan de Dienst te richten.

§ 3. Wijzigingen in het overzichtsplan en het collectieplan worden uiterlijk binnen de maand na de installatie van de dieren in nieuwe hokken aan de Dienst meegedeeld.

§ 4. Elke stopzetting van activiteit wordt binnen tien dagen aan de Dienst gemeld.

Indien een stopzetting van activiteit binnen de voorziene termijn niet gemeld wordt, wordt de erkenning door de Minister ingetrokken.

De Dienst kan een stopzetting van activiteit tijdens een controlebezoek vaststellen.

Bij stopzetting zonder overname van de activiteit door een nieuwe uitbater zorgen de laatste uitbater en de verantwoordelijke ervoor dat de dieren goed behandeld worden. In voorkomend geval zorgen ze ervoor dat de dieren naar een andere inrichting of naar een persoon bevoegd om ze te houden overgebracht worden. Het in artikel 41 vermelde register geeft de bestemming van de dieren aan.

HOOFDSTUK IV. — *Erkenningsvoorwaarden*

Art. 10. De erkenning bedoeld in artikel 6 wordt toegekend en gehandhaafd tegen de voorwaarden bepaald in dit hoofdstuk.

Afdeling 1. — Huisvesting en uitrusting

Art. 11. § 1. De dierenverblijven worden op een dergelijke manier ontworpen en onderhouden dat de dieren onder geen enkel beding kunnen ontsnappen en dat de veiligheid van de dieren, het publiek en het personeel gewaarborgd is.

Met name :

- 1° de gevaarlijke dieren die kunnen klimmen of springen worden binnen een volledige, ook bovenaan afgesloten, omheining gehouden, tenzij het klimmen of springen over de omheining op een andere wijze onmogelijk is of het verblijf omringd is door een voldoende brede en diepe strook water;
- 2° de gravende dieren kunnen onmogelijk via de bodem ontsnappen;
- 3° de omheining en steunpilaren zijn stevig verankerd in de bodem, zodat de dieren ze door hun gewicht of kracht niet kunnen vernielen;
- 4° de grachten rond de dierenverblijven zijn ondoordringbaar;
- 5° de deuren en poorten zijn stevig en op slot gehouden;
- 6° de gebouwen, lokalen of gedeelten van de dierentuin waartoe het publiek geen toegang heeft, zijn afgesloten en voorzien van waarschuwings- of verbodstekens;
- 7° direct contact tussen publiek en gevaarlijke dieren wordt onmogelijk gemaakt door barrières die een voldoende afstand creëren;
- 8° het publiek wordt ingelicht over elk mogelijk gevaar.

§ 2. Een omheining of een omheiningsmuur omsluit de dierentuin.

Art. 12. De dierenverblijven en de gebruikte materialen worden op een dergelijke manier gekozen en onderhouden dat dieren er zich niet aan kunnen verwonden en er geen andere hinder van kunnen ondervinden die hun welzijn kan schaden.

De elektriciteitsvoorzieningen worden op een dergelijke manier aangebracht dat het risico van elektrocutie voorkomen wordt.

Art. 13. De dieren die buiten gehouden worden kunnen beschutting zoeken in geval van ongunstige weeromstandigheden.

Art. 14. De dierenverblijven zijn op een dergelijke manier ontworpen en ingericht dat ze een zo gevarieerd mogelijk natuurlijk gedrag stimuleren.

Art. 15. Onverminderd artikel 4 van de wet van 14 augustus 1986 :

- 1° worden de sociaal levende soorten in sociale groepen gehouden, tenzij dat niet aan te bevelen is om diergeneeskundige redenen;
- 2° worden de solitair levende soorten alleen gehouden, behoudens afwijkingen overeenkomstig artikel 18;
- 3° mag geen abnormale schadelijke interactie zich voordoen bij de samenstelling van een diergroep.

Art. 16. § 1. Op advies van de Waalse Dierentuinencommissie kan de Minister voor bepaalde soorten de uitwerking en uitvoering van een verrijgingsplan opleggen.

Het verrijgingsplan voor één soort omvat minstens :

- 1° de doelstellingen;
- 2° de middelen om dit te verwezenlijken;
- 3° een planning;
- 4° de uitvoering;
- 5° de documentatie;
- 6° de evaluatie.

§ 2. De Minister kan bepalen in welke gevallen het verrijgingsplan ter advies voorgelegd wordt aan de Waalse dierentuinencommissie.

Art. 17. De verantwoordelijke stelt een ethisch comité samen waarvan ten minste de uitbater of zijn vertegenwoordiger, de contractdierenarts, één of meer vertegenwoordigers van de verzorgers en, in voorkomend geval, andere deskundigen op het gebied van dierenwelzijn en -gedrag deel uitmaken.

Het ethisch comité beoordeelt de collectie- en verrijgingsplannen en behandelt ten minste de volgende ethische kwesties :

- 1° het beheer aangaande de voortplanting en de overtallige dieren;
- 2° het beheer van de dierengroepen en de noodzaak om dieren af te zonderen;
- 3° het doden en euthanaseren van dieren;
- 4° het voederen van de dieren en met name de levende prooidieren;
- 5° de contacten tussen dieren en publiek;
- 6° de vertoningen met dieren;
- 7° de beschikbaarheid van een tegengif wanneer giftige soorten gehuisvest zijn;
- 8° de evaluatie van het overbrengen van dieren van het ene hok naar het andere binnen de dierentuin zelf;
- 9° de evaluatie van de compatibiliteit van individuen.

Art. 18. De Minister kan bijkomende voorschriften vaststellen betreffende de huisvestingsvoorwaarden van bepaalde diersoorten, met name met betrekking tot de minimale afmetingen van de dierenhokken en de inrichting ervan.

De voorschriften bepaald door de Minister voor zoogdieren en vogels zijn van toepassing op alle, al dan niet voor het publiek zichtbare, hokken, met uitzondering van :

- 1° de lokalen bestemd voor kwekerij, niet zichtbaar voor het publiek;
- 2° de hokken bestemd voor quarantaine;
- 3° de hokken bestemd voor afzondering;
- 4° de afwijkende gevallen voorzien in de voorschriften bedoeld in het eerste lid.

Art. 19. Het voeder wordt bewaard en bereid in goede hygiënische omstandigheden, in ruimten die vrij zijn van schadelijke dieren en die gescheiden zijn van de dierenverblijven.

Voor de bewaring van vlees of vis of andere bederfbare waren is een koelinstallatie vereist. Bedorven voedselresten worden zo snel mogelijk verwijderd.

Art. 20. § 1. Voor onderzoeken en ingrepen bij gewervelde dieren beschikt de dierentuin over een schoon, goed geventileerd en goed verlicht lokaal. Dat lokaal is uitgerust met :

- 1° een aftappunt voor stromend water;
- 2° ontsmettingsproducten;
- 3° voldoende verlichting om ingrepen te kunnen uitvoeren;
- 4° een onderzoekstafel;
- 5° een stopcontact;
- 6° muren en een vloer die afwasbaar zijn en ontsmet kunnen worden.

Het eerste lid is niet van toepassing op dierentuinen die enkel ongewervelde dieren huisvesten.

§ 2. De dierentuin beschikt eveneens over :

- 1° een ruimte die de quarantaine van dieren mogelijk maakt om diergeneeskundige redenen;
- 2° voor elk van de soorten gehouden in de dierentuin kunnen dieren afgezonderd worden.

Art. 21. § 1. De dierentuin beschikt over een hulppost bestemd voor personen, met uitrusting om eerste hulp te bieden en gepaste gebruiksaanwijzingen.

De hulppost bedoeld in lid 1 is goed aangeduid.

§ 2. Indien giftige dieren die gevaarlijk zijn voor de mens gehouden worden, is antiserum ter plaatse aanwezig of ter beschikking krachtens de modaliteiten goedgekeurd door de Dienst op voorstel van het ethisch comité bedoeld in artikel 17.

Afdeling 2. — Verzorging, hygiëne en diergeneeskundige begeleiding

Art. 22. § 1. De verantwoordelijke stelt voldoende en bekwaam personeel ter beschikking om de dieren te verzorgen en de dierenverblijven te onderhouden.

De personeelsleden bedoeld in lid 1 zijn bevoegd voor wat volgt :

- 1° de voedingsvereisten van de hen toevertrouwde dieren;
- 2° de symptomen en tekenen die het mogelijk maken om ziektes en risico's van ziekteoverdracht te ontdekken;
- 3° de gedragsmatige behoeften van de soort, potentiële stressfactoren, verrijking en evaluatie van het welzijn;
- 4° de te treffen noodmaatregelen bij ontsnapping van dieren;
- 5° de te treffen maatregelen bij ongevallen.

§ 2. De Minister kan bepaalde voorwaarden stellen betreffende het aantal en de opleiding van de personeelsleden van de dierentuinen.

Art. 23. De dieren worden minstens twee keer per dag gecontroleerd.

Als de dieren niet gezond blijken te zijn of andere tekenen vertonen die wijzen op een verminderd welzijn, worden onmiddellijk stappen ondernomen om de oorzaak ervan vast te stellen en die te verhelpen.

Voor de toepassing van dit artikel wordt indien nodig een beroep gedaan op de contractdierenarts.

Art. 24. In gesloten ruimten waarin dieren gehouden worden geldt een rookverbod.

Art. 25. § 1. De verantwoordelijke sluit een contract met een dierenarts overeenkomstig het model opgenomen in bijlage 4, met het oog op het regelmatig toezicht op de gezondheid, het welzijn en het gedrag van de gewervelde dieren.

De contractdierenarts wordt door de verantwoordelijke geselecteerd op basis van de deskundigheid die nodig is voor de uitvoering van de taken.

§ 2. De contractdierenarts staat met name in voor de preventieve geneeskundige onderzoeken, vaccinaties, parasitaire onderzoeken en euthanasie.

Indien nodig onderzoekt hij nieuw binnengebrachte dieren en bepaalt hij de duur van een eventuele quarantaineperiode. Hij volgt de gezondheid op van de dieren in quarantaine.

De verantwoordelijke brengt de contractdierenarts op de hoogte van de sterfgevallen. De dierenarts stelt de doodsoorzaak vast en neemt de nodige maatregelen om de gezondheid van de overige dieren te vrijwaren. Hij kan beslissen om bepaalde dieren af te zonderen.

De contractdierenarts richt een schriftelijk verslag van zijn bezoeken aan de verantwoordelijke, waarin hij hem in kennis stelt van zijn bevindingen over de gezondheid, het welzijn en het gedrag van de dieren en waarin hij in voorkomend geval de te treffen maatregelen voorstelt.

Indien zijn adviezen en aanbevelingen niet opgevolgd worden, brengt hij de Dienst daarvan op de hoogte.

§ 3. Elke partij die het initiatief neemt om het in paragraaf 1 bedoelde contract op te zeggen, stelt de andere partij daarvan in kennis bij aangetekend schrijven met ontvangstbericht of door elk ander middel die de ontvangst aantoonst, waarvan een afschrift aan de Dienst wordt gericht.

Bij de toepassing van het eerste lid blijft het lopende contract gelden tot een nieuw contract ondertekend wordt en maximaal dertig dagen na de ontvangst van het schrijven zoals bedoeld in lid 1.

Art. 26. Wanneer nieuwe dieren in een groep geïntegreerd dienen te worden, wordt de noodzaak om ze vooraf in quarantaine te plaatsen bestudeerd en worden alle nodige voorzorgsmaatregelen genomen alvorens ze in de groep te integreren.

Art. 27. Het verstrekte voedsel wordt kwalitatief en kwantitatief aangepast, zowel aan de behoeften van de soort als aan die van het individuele dier. Daarvoor wordt het advies van deskundigen ingewonnen en opgevolgd.

Bij het verstrekken van voeder en drinkwater wordt het sociale gedrag van de dieren in acht genomen opdat alle dieren binnen hetzelfde hok indien nodig gelijktijdig kunnen eten.

Het publiek mag de dieren niet voederen, behalve als er een toelating gegeven is onvereenkomstig artikel 31, § 2.

Bij het kweken en het verstrekken van prooidieren worden gepaste maatregelen genomen om onnodig lijden van die dieren te vermijden.

Met uitzondering van ongewervelden mag geen levend prooidier als voeder verstrekt worden, behalve schriftelijke rechtvaardiging van het ethisch comité zoals bedoeld in artikel 17.

Art. 28. Bij zoogdieren en vogels is de vroegtijdige scheiding van de jongen van hun ouders enkel toegestaan na rechtvaardiging van de contractdierenarts.

Art. 29. De dierenverblijven en de uitrusting die er is, worden regelmatig gereinigd en indien nodig ontsmet.

De nodige maatregelen worden getroffen om het binnendringen van ongewenste dieren en ziektevectoren tot een minimum te beperken, en de vermenigvuldiging ervan te voorkomen.

Art. 30. De gestorven dieren worden zo snel mogelijk uit de dierenhokken verwijderd.

Art. 31. § 1. Direct fysiek contact tussen dieren en publiek is verboden.

§ 2. In afwijking van paragraaf 1 kan contact met het publiek door de Dienst toegelaten worden, na advies van de Waalse Dierentuinencommissie op basis van een dossier opgesteld door het ethisch comité zoals bedoeld in artikel 17, dat de omstandigheden van de interactie van de dieren met het publiek omschrijft.

De criteria om het contact toe te laten, zijn :

- 1° het pedagogische doel;
- 2° de beperking van de sessies in de tijd;
- 3° het dierenwelzijn, zowel in het organiseren van de sessie als in de boodschap die gegeven wordt;
- 4° hygiënische voorzorgsmaatregelen, met name tegen zoönosen;
- 5° het beheer door gekwalificeerde personeelsleden.

Art. 32. § 1. De verantwoordelijke vestigt de aandacht van het publiek op de agressiviteit en het gevaar van sommige dieren door informatieborden te plaatsen waar dat nodig is.

§ 2. In dierentuinen waar het publiek met voertuigen gevaarlijke dieren kan benaderen zonder dat enige barrière hen scheidt, worden strikte maatregelen genomen.

In de dierentuinen bedoeld in het eerste lid :

- 1° wordt het publiek duidelijk geïnformeerd over de voorschriften waaraan het zich strikt moet houden;
- 2° kan het toezichthoudend personeel onmiddellijk over een vuurwapen beschikken om in geval van nood een gevaarlijk dier te doden.

Art. 33. Bij ontsnapping van een gevaarlijk dier brengt de verantwoordelijke de burgerlijke overheid en de ordediensten op de hoogte en verleent hij bijstand bij de opsporing, de vangst en het terugbrengen van het dier. Hij waarschuwt de bevolking over mogelijke gevaren.

De uitbater draagt de volledige kosten van de in het eerste lid bedoelde verrichtingen en vergoedt deze aan de respectievelijke overheden.

Art. 34. Behalve in noodgevallen zoals bedoeld in artikel 32, paragraaf 2, of in geval van gevaar voor het publiek, het personeel of een ander dier, wordt het doden van een gewerveld dier door een bevoegd persoon en onder de verantwoordelijkheid van de contractdierenarts uitgevoerd.

Afdeling 3. — Informatie aan de bezoeker en educatief programma

Art. 35. § 1. Op of in de nabijheid van elk dierenhok staat er wetenschappelijke basisinformatie die rechtstreeks met de gehuisveste diersoorten verbonden is. Deze informatie is duidelijk leesbaar en wetenschappelijk en taalkundig correct.

De informatie bedoeld in het eerste lid bevat minstens :

- 1° de wetenschappelijke naam van de soort;
- 2° de gangbare naam of namen van de soort, ten minste in de taal van het gebied waar de dierentuin zich bevindt;
- 3° een omschrijving van het natuurlijke verspreidingsgebied van de wildsoort en, in voorkomend geval, een verklaring voor de wijziging van de geografische verspreiding in de loop van de tijd;
- 4° de biologische kenmerken van de soort en de ecologische context waarin ze evolueert;
- 5° in voorkomend geval, de status toegekend door the International Union for Conservation of Nature;
- 6° elke bijkomende aanwijzing die de Dienst zou verzoeken, met betrekking tot de dierenwelzijntoestand.

§ 2. Bij dierenhokken waarin verschillende diersoorten ondergebracht zijn die moeilijk van elkaar te onderscheiden zijn, wordt de basisinformatie bedoeld in paragraaf 1 aangevuld met een afbeelding en een aanwijzing om ze te kunnen onderscheiden.

§ 3. Bij het verstrekken van informatie aan het publiek plaatst de dierentuin de dieren zo veel mogelijk in hun biologische en ecologische context.

Art. 36. De dierentuin raadpleegt het publiek door middel van een ideeënbus of enquêtes waarin het publiek van de dierentuin uitgenodigd wordt zijn mening te geven aan de verantwoordelijke.

Art. 37. § 1. De dierentuin stelt een informatief en educatief programma bestemd met name voor schoolkinderen op, dat gebaseerd is op een inleiding in de biologie, de ecologie en het natuurbehoud.

Overeenkomstig het eerste lid wordt het advies van een persoon met biologische, ethologische en pedagogische kennis ingewonnen.

Een schriftelijke versie van het programma bedoeld in het eerste lid is beschikbaar.

§ 2. Als vertoningen met dieren worden georganiseerd, staat het natuurlijke gedrag van de dieren centraal, ook in de commentaar die erbij verstrekt wordt. De dieren vertonen kunsten die voornamelijk bestaan uit hun soorteigen natuurlijke gedragingen.

Voor bepaalde soorten kan de Minister opleggen dat het vertoningsprogramma voorgesteld door het in artikel 17 bedoelde ethisch comité door de Dienst gevalideerd wordt na advies van de Waalse Dierentuinencommissie.

Afdeling 4. — Kweken van dieren en soortbehoudsprogramma

Art. 38. De dierentuin verleent zijn medewerking aan gecoördineerde internationale kweek- en uitwisselingsprogramma's als er dieren gehouden worden waarop die programma's betrekking hebben. Het dierenbestand wordt aan de betrokken coördinatoren of stamboekhouders doorgegeven.

Art. 39. Ongecontroleerd kweken wordt vermeden. Het kweken van hybriden is verboden tenzij het in een wetenschappelijk verantwoord kweekprogramma past.

Na advies van de Waalse Dierentuinencommissie kan de Minister een lijst van soorten vaststellen waarvan het kweken in dierentuinen om wetenschappelijke redenen met betrekking tot dierenwelzijn verboden of beperkt wordt.

Art. 40. De dierentuin werkt mee aan onderzoek en aan de uitwisseling van informatie over het behoud van de soorten hetzij door actief aan onderzoeksprojecten deel te nemen, hetzij door de toegang tot de inrichting voor onderzoekers te vergemakkelijken, met betrekking tot onderzoeksprojecten uitgevoerd door erkende wetenschappelijke instellingen.

Afdeling 5. — Registers

Art. 41. § 1. Voor elk dier of elke diergroep houdt de verantwoordelijke in een register op papier of computerbestand, het volgende bij :

- 1° de wetenschappelijke benaming en de volksnaam;
- 2° het geslacht;
- 3° de oorsprong en de verwervingsdatum of de geboortedatum in geval van geboorte in de dierentuin;
- 4° in geval van vertrek van een dier : de naam van de ontvanger en het adres van de bestemming;
- 5° de identificatie van het specimen met, naargelang het geval, het ring-, tatoeage- of transpondernummer of de bijzondere uitwendige kenmerken;
- 6° de gevallen van afzondering van dieren om redenen die niet diergeneeskundig zijn, met vermelding van de reden, de begindatum en verwachte einddatum en het hok waarin het dier afgezonderd is.

§ 2. De contractdierenarts vult het register aan met betrekking tot het dier of de diergroep met de volgende gegevens :

- 1° de datum van de controlebezoeken;
- 2° de gezondheidstoestand met betrekking tot de ziektes, behandelingen en andere ingrepen;
- 3° bij sterfte, de datum en oorzaak ervan;
- 4° de gevallen van quarantaine en afzondering van dieren om diergeneeskundige redenen, met vermelding van de reden, de begindatum van de quarantaine of afzondering om diergeneeskundige redenen, de voorziene einddatum en het hok waarin het dier zich bevindt.

§ 3. De gegevens vermeld in paragrafen 1 en 2 worden ten minste vijf jaar na de dood van het dier bewaard.

Het register kan overeenkomstig het model in bijlage 5 bijgehouden worden.

§ 4. Het register wordt op diens verzoek ter beschikking van de Dienst gesteld, ter plaatse of per email.

HOOFDSTUK V. — Waalse dierentuinencommissie

Art. 42. § 1. Er wordt een Waalse Dierentuinencommissie opgericht.

§ 2. De Waalse Dierentuinencommissie bestaat uit minimaal negen leden en maximaal twaalf leden, benoemd door de Minister op basis van een deskundigheid die erkend wordt dankzij hun werken op het gebied van het gedrag en het dierenwelzijn van exotische dieren die in gevangenschap gehouden worden.

Het mandaat van de leden bedraagt vijf jaar

Een beambte van de Dienst neemt met raadgevende stem aan de werken van de Waalse Dierentuincommissie deel.

De Waalse Dierentuinencommissie wijst een voorzitter en een vice-voorzitter onder haar leden aan.

Art. 43. De Waalse Dierentuinencommissie :

- 1° brengt advies uit over zaken waarvan het onderzoek haar door de Minister of de Dienst toevertrouwd worden;
- 2° kan op eigen initiatief elk voorstel aan de Minister en de Dienst voorleggen.

Ze brengt haar advies binnen een termijn van drie maanden uit. Deze termijn kan :

- 1° verlengd worden op gemotiveerd verzoek van de Commissie gericht aan de Minister of de Dienst;
- 2° verkort worden op verzoek van de Minister of de Dienst.

Art. 44. De Waalse Dierentuinencommissie beraadslaagt op geldige wijze indien de meerderheid van haar leden aanwezig is. Bij gebrek aan een meerderheid kan de Commissie na een nieuwe oproeping op een geldige wijze over dezelfde materie beraadslagen, ongeacht het aantal aanwezige leden.

Art. 45. De Waalse Dierentuinencommissie stelt haar adviezen per consensus op. Bij gebreke daarvan wordt het advies bij meerderheid van de aanwezige leden aangenomen en wordt het aangevuld met een vermelding van de afwijkende mening van de leden die zich tegen het advies uitgebracht door de meerderheid verzetten.

Art. 46. § 1. De Waalse Dierentuinencommissie kan op verzoek van haar voorzitter of van de Dienst via een elektronische procedure adviezen uitbrengen.

§ 2. Voor elke in paragraaf 1 bedoelde elektronische procedure wordt aan alle leden een e-mail gestuurd met vermelding van de elementen van het dossier evenals de punten waarover een beslissing verwacht wordt.

De leden sturen hun antwoorden binnen 14 dagen na de datum van verzending van het verzoek op, met afschrift aan de andere leden. Na deze termijn wordt een adviesvoorstel aan de definitieve goedkeuring van de leden voorgelegd.

De elektronische procedure is enkel geldig indien ten minste de helft van de leden binnen de in lid 2 bepaalde termijn op het verzoek reageert.

§ 3. De adviezen die via de elektronische procedure uitgebracht worden, worden overeenkomstig de in artikel 45 bepaalde regels opgesteld.

§ 4. De adviezen die via de elektronische procedure uitgebracht werden, worden in de notulen van de volgende vergadering opgenomen, zonder dat een nieuwe goedkeuring vereist wordt.

Art. 47. De Waalse Dierentuinencommissie kan op verzoek van haar voorzitter of van de Dienst deskundigen die geen lid zijn raadplegen, om specifieke problemen te bestuderen.

De deskundigen die geen lid zijn, nemen aan de besprekingen omtrent de punten waarover zij worden geraadpleegd deel, maar nemen niet aan de stemming deel.

Art. 48. De Waalse Dierentuinencommissie beoordeelt de relevantie van de oprichting van een werkgroep om een specifiek probleem te bestuderen. Ze stelt een coördinator voor deze werkgroep evenals de deskundigen uitgenodigd om eraan deel te nemen aan, ongeacht of zij al dan niet leden van de Commissie zijn.

De voorzitter mag aan de werken van alle werkgroepen deelnemen.

De besluiten van de werkgroep worden door de coördinator aan de Commissie voorgelegd.

Art. 49. De beraadslagingen van de Commissie worden door de Dienst gerapporteerd.

Art. 50. Bij de opening van elke vergadering keurt de Waalse Dierentuinencommissie de agenda en de notulen van de vorige vergadering goed.

De goedkeuring van de notulen van een vergadering kan volgens de procedure in artikel 46 via de elektronische weg verzocht worden. In dit geval vermeldt het volgende verslag die goedkeuring.

De Waalse Dierentuinencommissie mag enkel beraadslagen omtrent punten die op de goedgekeurde agenda vermeld staan.

Art. 51. § 1. De Waalse Dierentuinencommissie vergadert achter gesloten deuren. Debatten, documenten en verslagen zijn vertrouwelijk, onverminderd de constitutionele en wetgevende bepalingen betreffende de toegang tot administratieve documenten.

De leden en de deskundigen die geen lid zijn, onthouden zich ervan buiten de Commissie te communiceren over de inhoud van de debatten en de verschillende standpunten die in de Commissie verdedigd worden.

§ 2. Wanneer deskundigen die geen lid zijn uitgenodigd worden, worden ze in kennis gesteld van de vertrouwelijkheid van de debatten.

Art. 52. § 1. De leden van de Waalse Dierentuinencommissie of andere deskundigen gemandateerd door de Dienst hebben recht op vergoeding van hun reis- en verblijfskosten overeenkomstig de regels die van toepassing zijn bij de personeelsleden van het Waalse Gewest, voor de deelname aan de vergaderingen van de Commissie.<0

§ 2. Zodra het advies gevalideerd is, verzoekt de Dienst elke deskundige een schuldvorderingsverklaring in te dienen waarin de vergoedingen waarop hij recht heeft, vermeld worden.

Art. 53. Wanneer de Waalse Dierentuinencommissie verzocht wordt om vertegenwoordigd te worden in andere comités of raadgevende organen, legt de voorzitter een voorstel voor aan de leden die het met meerderheid van de stemmen bekrachtigen. In geval van weigering, dient de voorzitter een nieuw voorstel in.

Art. 54. Op voorstel van de Waalse Dierentuinencommissie kan de Minister een lid ontslaan indien het lid dit besluit schendt.

Voorafgaand aan elke maatregel die op grond van lid 1 getroffen wordt, wordt het lid door de Dienst gehoord. Tijdens deze hoorzitting kan hij zich door een raadsman laten bijstaan en zijn dossier raadplegen. Hij beschikt over 15 dagen om zijn schriftelijke verdediging aan de Dienst mee te delen. Na afloop van deze termijn richt de Dienst een verslag aan de Minister.

Art. 55. De zetel van de Waalse Dierentuinencommissie is bij de Dienst gevestigd. De Dienst bewaart de archieven ervan.

HOOFDSTUK VI. — *Opheffingsbepaling*

Art. 56. Het koninklijk besluit van 10 augustus 1998 betreffende de erkenning van dierentuinen wordt opgeheven.

HOOFDSTUK VII. — *Overgangsbepalingen*

Art. 57. Bij wijze van overgangsmaatregel blijft hoofdstuk III van het koninklijk besluit van 10 augustus 1998 betreffende de erkenning van dierentuinen, met betrekking tot de erkenningsvoorwaarden, van toepassing tot de inwerkingtreding van hoofdstuk 4 van dit besluit, zoals bedoeld in artikel 60, lid 2.

Art. 58. De erkenningen toegekend overeenkomstig het koninklijk besluit van 10 augustus 1998 betreffende de erkenning van dierentuinen blijven geldig gedurende een periode van 10 jaar vanaf de datum van bekendmaking van dit besluit, op voorwaarde dat de bepalingen van hoofdstuk 3 nageleefd worden, evenals de bepalingen van hoofdstuk III van het koninklijk besluit van 10 augustus 1998 zolang die van toepassing zijn, en de bepalingen van hoofdstuk 4 vanaf de datum van inwerkingtreding ervan.

Art. 59. De erkende dierentuinen die operationeel zijn en die op het moment van inwerkingtreding van dit besluit geen collectieplan of overzichtsplan van de dierentuin overgemaakt hebben, met aanduiding van de functie van de verschillende lokalen en de afmetingen van elk dierenverblijf, bezorgen het of de ontbrekende document(en) binnen een maand aan de Dienst.

HOOFDSTUK VIII. — *Inwerkingtreding*

Art. 60. Dit besluit treedt in werking op de eerste dag van de derde maand die volgt op de maand van de bekendmaking ervan in het *Belgisch Staatsblad*.

In afwijking van het eerste lid treedt hoofdstuk 4 in werking op de eerste dag van de twaalfde maand die volgt op de maand van de bekendmaking ervan in het *Belgisch Staatsblad*. In afwijking van het eerste lid treedt hoofdstuk 5 in werking de dag waarop het in het *Belgisch Staatsblad* wordt bekendgemaakt.

Art. 61. De Minister van Dierenwelzijn is belast met de uitvoering van dit besluit.

Namen, 24 juli 2018.

Voor de Regering :

De Minister-President,
W. BORSUS

De Minister van Leefmilieu, Ecologische Overgang, Ruimtelijke Ordening,
Openbare Werken, Mobiliteit, Vervoer, Dierenwelzijn en Industriezones,
C. DI ANTONIO

Bijlage 1 : Lijst van gedomesticeerde soorten

Wetenschappelijke naam	Gangbare naam
LIJST VAN GEDOMESTICEERDE ZOOGDIEREN	
<i>Canis familiaris</i>	hond
<i>Felis catus</i>	kat
<i>Mustela furio</i>	fret
<i>Equus caballus</i>	paard
<i>Equus asinus</i>	ezel
<i>Equus asinus x E. caballus</i>	muildier
<i>E. caballus x Equus asinus</i> <i>E. caballus x Equus asinus</i>	muilezel
<i>Sus domesticus</i>	varken
<i>Bos taurus</i>	koe
<i>Ovis aries</i>	schaap
<i>Capra hircus</i>	geit
<i>Cavia porcellus</i>	cavia
<i>Mus musculus</i> ¹	muis
<i>Rattus norvegicus</i> <i>Rattus norvegicus</i> ¹	bruine rat
<i>Mesocricetus auratus</i> <i>Mesocricetus auratus</i> ¹	goudhamster
<i>Oryctolagus cuniculus</i> <i>Oryctolagus cuniculus</i> ¹	konijn
LIJST VAN GEDOMESTICEERDE VOGELS	
<i>Anser anser</i> <i>Anser anser</i> [1]	grauwe gans
<i>Anser cygnoides</i> <i>Anser cygnoides</i> ¹	zwaangans
<i>Cairina moschata</i> ¹	muskuseend
<i>Anas platyrhynchos</i> <i>Anas platyrhynchos</i>	wilde eend
<i>Columba livia</i> <i>Columba livia</i> ¹	postduif
<i>Gallus gallus domesticus</i>	kip
<i>Meleagris gallopavo</i> <i>Meleagris gallopavo</i> ¹	kalkoen
<i>Pavo cristatus</i> <i>Pavo cristatus</i> ¹	blauwe pauw
<i>Numida meleagris</i> <i>Numida meleagris</i> ¹	helmparelhoen
<i>Coturnix coturnix</i>	kwartel
LIJST VAN GEDOMESTICEERDE VISSSEN	
<i>Carassius auratus auratus</i>	goudvis
<i>Cyprinus carpio carpio</i>	koikarper

Gezien om gevoegd te worden bij het besluit van de Waalse Regering van 24 juli 2018 betreffende de erkenning van de dierentuinen en tot vaststelling van de samenstelling en de werking van de Waalse Dierentuinencommissie.

Namen, 24 juli 2018.

Voor de Regering :

De Minister-President,
W. BORSUS

De Minister van Leefmilieu, Ecologische Overgang, Ruimtelijke Ordening,
Openbare Werken, Mobiliteit, Vervoer, Dierenwelzijn en Industriezones,
C. DI ANTONIO

Bijlage 2 Lijst van frequent gehouden soorten

LIJST VAN ZOOGDIEREN

Wetenschappelijke naam	Gangbare naam
<i>Lama glama</i>	lama
<i>Lama pacos</i>	alpaca
<i>Dama dama</i>	damhert
<i>Meriones unguiculatus</i>	Mongoolse renmuis
<i>Chinchilla laniger</i>	Chinchilla laniger chinchilla (kweekvorm)
<i>Phodopus spec.</i>	dwerghamster

LIJST VOGELS

Wetenschappelijke naam [2]	Gangbare naam
<i>Cygnus olor</i>	knobbelzwaan, knobbelzwaan
<i>Phasianus colchicus</i>	ringnekfazant
<i>Streptopelia risoria</i>	javaduijfe
<i>Excalfactoria chinensis</i>	Chinese dwergkwartel
<i>Nymphicus hollandicus</i>	valkparkiet
<i>Melopsittacus undulatus</i>	grasparkiet
<i>Psittacula krameri</i>	halsbandparkiet
<i>Psittacula cyanocephala</i>	pruimkopparkiet
<i>Lonchura domestica</i>	Japans meeuwtje
<i>Padda oryzivora</i>	rijstvink, padda
<i>Agapornis sp</i> Excl. - <i>A. nigrigenis</i> - <i>A. fischeri</i> - <i>A. lilianae</i>	Agapornis behalve volgende soorten : - <i>A. nigrigenis</i> - <i>A. fischeri</i> - <i>A. lilianae</i>
<i>Taeniopygia guttata</i>	zebravink
<i>Serinus canaria</i>	kanarie

Gezien om gevoegd te worden bij het besluit van de Waalse Regering van 24 juli 2018 betreffende de erkenning van de dierentuinen en tot vaststelling van de samenstelling en de werking van de Waalse Dierentuinencommissie.

Namen, 24 juli 2018.

Voor de Regering :

De Minister-President,

W. BORSUS

De Minister van Leefmilieu, Ecologische Overgang, Ruimtelijke Ordening,
Openbare Werken, Mobiliteit, Vervoer, Dierenwelzijn en Industriezones,

C. DI ANTONIO

Bijlage 3 : Formulier voor een erkenningsaanvraag of het overmaken van wijzigingen van gegevens

ERKENNINGSAANVRAAG VOOR EEN DIERENTUIN

WIJZIGINGEN VAN GEGEVENS VAN EEN ERKENDE DIERENTUIN [3]

Vak voorbehouden aan de administratie

Volledig dossier ontvangen op :	
Voorlopige erkenning gegeven op :	
Definitieve erkenning gegeven op :	

Naam, adres en telefoonnummer van de dierentuin

Naam, adres en telefoonnummer van de uitbater

Natuurlijke persoon of rechtspersoon die een dierentuin uitbaat of voor wiens rekening een dierentuin uitgebaat wordt

Ondernemingsnummer bij de Kruispuntbank der Ondernemingen :

Naam, adres en telefoonnummer van de verantwoordelijke van de dierentuin

Natuurlijke persoon aangeduid door de uitbater om verantwoordelijk te zijn voor de uitvoering van het besluit

Bij dit formulier te voegen stukken :

- Overzichtsplan van de dierentuin met de afmetingen van elk dierenhok en de aanduiding van de functie van de lokalen;
- Collectieplan
- Kopie van het contract met de contractdierenarts (art. 25)
- Betalingsbewijs van de kosten bepaald in artikel 4 § 2

Ondergetekende, verantwoordelijke van de inrichting, verklaart dat de hierbovenvermelde gegevens correct zijn.

Op/...../.....

Te

Ondertekening van de verantwoordelijke

Gezien om gevoegd te worden bij het besluit van de Waalse Regering van 24 juli 2018 betreffende de erkenning van de dierentuinen en tot vaststelling van de samenstelling en de werking van de Waalse Dierentuinencommissie.

Namen, 24 juli 2018.

Voor de Regering :

De Minister-President,
W. BORSUS

De Minister van Leefmilieu, Ecologische Overgang, Ruimtelijke Ordening,
Openbare Werken, Mobiliteit, Vervoer, Dierenwelzijn en Industriezones,
C. DI ANTONIO

Bijlage 4 : Contract tussen de verantwoordelijke van de dierentuin en de erkende dierenarts

Ondergetekende (naam en voornaam)
 Verantwoordelijke van de dierentuin
 gelegen te (adres)

duid, overeenkomstig artikel 25 van het besluit van de Waalse Regering betreffende de erkenning van de dierentuinen en tot vaststelling van de samenstelling en de werking van de Waalse Dierentuinencommissie, de volgende persoon aan :

Dr.
 dierenarts te (adres)
 inschrijvingsnummer bij de Orde

voor het regelmatige toezicht van het welzijn, de gezondheid, de verzorging en de huisvestingsvoorwaarden van de dieren.

De hoofdtaken van de dierenarts zijn :

- Ten minste eenmaal per semester in de hele dierentuin controlebezoeken met betrekking tot het dierenwelzijn uitvoeren en een schriftelijk verslag van deze bezoeken opstellen.
- De nodige preventieve onderzoeken, vaccinaties en parasitaire onderzoeken uitvoeren;
- Euthanasie uitvoeren;
- Nieuw binnengebrachte dieren onderzoeken, een eventuele quarantaine bepalen en de controle ervan uitvoeren, en de gezondheid van die dieren opvolgen;
- Doodsoorzaken vaststellen en de nodige maatregelen nemen om de gezondheid van de overige dieren te vrijwaren;
- De verantwoordelijke waarschuwen voor elke bedreiging op de gezondheid of het welzijn van de dieren en correctiemaatregelen voorstellen.

De contractdierenarts hoeft het register van de inrichting in te vullen met de volgende gegevens :

- de datum van zijn bezoeken;
- de gezondheidstoestand van de dieren (ziektes, behandelingen en andere ingrepen),
- voor de sterfgevallen, de oorzaak en de datum;
- in geval van quarantaine of afzondering van dieren om diergeneeskundige redenen, de reden, de begindatum, de verwachte einddatum en het hok waarin het dier zich bevindt.

Indien de hierboven genoemde dierenarts niet beschikbaar is, kan er een beroep gedaan worden op (het vakje aankruisen en in voorkomend geval aanvullen) :

- Aan de vervangende dierenarts die hij voor zijn patienten aanwijst
- Aan de dierenarts wiens contactgegevens hieronder vermeld worden en die als vervangende dierenarts ondertekent¹

Gedaan te, op

Opgemaakt in minstens drie exemplaren waarvan één exemplaar met het vergunningsaanvraagdossier opgestuurd wordt en waarvan één exemplaar voor elke partij bestemd is.

Ondertekening van de verantwoordelijke

Ondertekening van de dierenarts

1 : Vervangende dierenarts

Dr. (naam en voornaam)
 erkende dierenarts te (adres)
 inschrijvingsnummer bij de Orde

Ondertekening van de vervangende dierenarts

Namen, 24 juli 2018.

Voor de Regering :

De Minister-President,
 W. BORSUS

De Minister van Leefmilieu, Ecologische Overgang, Ruimtelijke Ordening,
 Openbare Werken, Mobiliteit, Vervoer, Dierenwelzijn en Industriezones,
 C. DI ANTONIO

Register van de dierenarts

1. Controlebezoeken

Datum	Gezondheidstoestand	Ondertekening van de contractdierenarts

2. Quarantaine of afzondering om diergeneeskundige redenen

Dier	Begindatum	Verwachte einddatum	Afzonderingsplaats	Reden	Ondertekening van de contractdierenarts

3. Specifieke bezoeken

Datum	Dier	Reden van het bezoek	Behandeling	Ondertekening van de contractdierenarts

Gezien om gevoegd te worden bij het besluit van de Waalse Regering van 24 juli 2018 betreffende de erkenning van de dierentuinen en tot vaststelling van de samenstelling en de werking van de Waalse Dierentuinencommissie.

Namen, 24 juli 2018.

Voor de Regering :

De Minister-President,

W. BORSUS

De Minister van Leefmilieu, Ecologische Overgang, Ruimtelijke Ordening,
Openbare Werken, Mobiliteit, Vervoer, Dierenwelzijn en Industriezones,

C. DI ANTONIO

Nota

[1] Enkel gedomesticeerde vormen.

[2] Naam van de soort van oorsprong in het wild waarvan de gedomesticeerde vorm afkomstig is.

[3] Schrappen wat niet past